

GRAND ORAL DES CANDIDATS des associations environnementales

Au travers de ce document, 18 associations environnementales toulousaines partagent les propositions des 6 listes qui ont participé à la soirée du grand oral du 16 février 2026.

Les associations organisatrices : PADEO, CPIE Terres Toulousaines, chemin faisant, Repair Café Bricol', Zero Waste Toulouse, AUTATE, 2P2R, Rallumons l'Étoile, Elémen'terre, Terre de Liens, Faire Ville, Toulouse en Transition, La Rebooterie, Terreauciel, Partageons les jardins, Eau secours 31, CRESS, E-Graine, Caissalim.

6 thèmes:

1. **La réduction des déchets**
2. **La mobilité**
3. **Alimentation, biodiversité, les terres**
4. **l'eau dans la ville**
5. **Urbanisme**
6. **Former, Accompagner les citoyens, Gouvernance**

6 listes: (ordre tiré au sort)

- **Lutte Ouvrière – Présents Jean Pierre Sertillange et Olivier Le Penven**
- **Nouvel Air – Présent.es Lambert Meilhac et Ségolène Hericher**
- **Liste F. Piquemal de Demain Toulouse – Présent.es François Piquemal et Alice Cohen**
- **Liste F. Briançon de Vivre Mieux - Présent.es Hélène Cabanes et Maxime Letexier**
- **NPA Révolutionnaires - Présent.es Guillaume Scali et Laura Milan**
- **Protégeons l'Avenir avec J.L Moudenc – Présents Maxime Boyer et Clément Riquet**

Résumé des propositions par liste

Lutte Ouvrière dénonce la loi du marché et souhaite que les travailleurs reprennent le contrôle des politiques publiques et écologiques. La priorité est donnée aux conditions de vie de la population. Les solutions ne sont pas au niveau local. Néanmoins les principales propositions locales consistent à renforcer les services publics et orienter les investissements municipaux vers les besoins des travailleurs, à instaurer un contrôle citoyen et des audits des décisions et pratiques publiques afin d'éclairer les choix locaux.

Nouvel Air plaide pour une métropole qui refuse l'étalement, en mettant l'accent sur une densification locale et sur la réduction de l'empreinte carbone grâce à la rénovation et à la sobriété. La liste veut passer les pénétrantes en sens unique pour récupérer, avec peu de travaux et peu de budget, de l'espace pour couloirs de bus et pour modes doux en site propre. La liste insiste également sur le soutien aux systèmes alimentaires locaux, un financement public transparent, l'implication

citoyenne et la participation à des structures qui permettent de limiter les déchets. La liste souhaite appuyer les initiatives qui permettent de consommer en produisant moins de déchets pour aider la population à faire cette bascule de manière simple et rapide. L'un des projets-phares de cette liste est d'arriver à récupérer l'espace occupé par l'hippodrome pour en faire : pour un tiers, un espace vert préservé, pour un autre tiers, un espace réservé à de l'agriculture et au maraîchage bio pour alimenter les cantines, et un dernier tiers un espace dédié à des activités citoyennes, à du compostage, à une ferme pédagogique, et à des jardins partagés.

Demain Toulouse propose une régie publique de l'eau, et le développement de filières locales de réemploi et de réparation pour limiter le gaspillage. Sur la mobilité et l'urbanisme, la liste veut réduire l'étalement urbain et privilégier les transports publics, le vélo et la marche, avec une densité maîtrisée soutenue par une politique foncière publique. Côté alimentation, l'objectif est de renforcer les circuits courts, décentraliser les cantines et promouvoir une agriculture locale durable via une ceinture nourricière et des partenariats avec l'ESS. Leur approche repose sur la démocratie participative : audits citoyens du PCAET, coopératives de quartiers et conventions avec les associations afin d'assurer transparence et participation des habitants. La liste propose également un plan école pour avoir des écoles plus écologiques.

Vivre Mieux propose une approche pragmatique et axée sur la transformation concrète du cadre de vie : au travers d'une rénovation énergétique ambitieuse du parc immobilier, notamment des écoles, pour améliorer le confort et réduire les consommations, et une intensification des actions de réduction des déchets et de compostage in situ. La liste mise sur le développement des espaces verts et des jardins partagés pour rafraîchir la ville et favoriser la biodiversité, tout en promouvant une alimentation de qualité à base de produits locaux et bio, avec une augmentation des achats responsables dans les cantines. Sur le plan social, la liste préconise une tarification sociale plus équitable pour l'accès à l'énergie et à l'alimentation, la décentralisation des services de restauration collective, et le soutien à l'éducation à la sobriété énergétique via les CLAE et des ateliers grand public. La liste privilégie les partenariats avec l'économie sociale et solidaire. Sur le plan des mobilités, elle positionne la problématique des transports sur 3 niveaux aux problématiques distinctes : Toulouse ville, banlieue proche et grande aire urbaine. Enfin, elle insiste sur une planification urbaine qui développe des fermes sur la métropole et lutte contre l'artificialisation, tout en renforçant la démocratie locale et la participation citoyenne.

NPA Révolutionnaire propose une approche radicale qui fait des travailleurs le pivot du pouvoir et privilégie l'auto-organisation citoyenne. Ils appellent à transférer les décisions clés vers les comités de quartier et des assemblées citoyennes, à renforcer le rôle des associations et à remettre les services publics sous contrôle démocratique (eau, énergie, restauration locale) via des régies publiques et des coopératives de quartier. Le programme insiste sur la lutte contre la précarité, une tarification équitable et progressive, le soutien au réemploi et une économie locale fondée sur les besoins plutôt que le profit. L'écologie est envisagée comme dimension sociale et démocratique, avec une priorité donnée à l'interdépendance entre justice sociale, emploi et transition écologique.

Protégeons l'Avenir avec J.L. Moudenc adopte une approche pragmatique et progressive dans la continuation des actions engagées. La liste ne souhaite pas revenir à la régie publique de l'eau mais contrôlera les résultats. Elle intègre la poursuite de la démarche « Cap Toulouse + fraîche 2050 », qui définit la stratégie d'adaptation de la ville face à la surchauffe urbaine, et met l'accent sur la désimperméabilisation et la végétalisation pour lutter contre les îlots de chaleur, la rénovation des bâtiments publics et le déploiement de sources d'énergie comme le photovoltaïque et la géothermie. Sur la mobilité, la finalisation du Réseau Express Vélo et la nécessité du RER sont mentionnées mais pour ce dernier, la problématique de la responsabilité et du budget sont évoqués. L'accent est mis sur le développement de l'agriculture urbaine et des circuits courts, avec la régie agricole de Candie. De plus, des actions de sensibilisation sont menées et un soutien est fourni aux jardins partagés pour favoriser l'alimentation locale et le lien social.

Table des matières des propos détaillés des candidats

Résumé des propositions par liste	1
Table 1 Prévention des déchets	4
Rappel des questions	4
1. Candidat 1 - Lutte ouvrière	6
2. Candidat 2 - Nouvel air	9
3. Candidat 3 - Demain Toulouse	11
4. Candidat 4 - Vivre mieux Toulouse	14
5. Candidat 5 - NPA Révolutionnaires	16
6. Candidat 6 - Protégeons l'avenir avec JLM	18
Table 2 Mobilités	20
1. Candidats : Protégeons l'Avenir avec J.L. Moudenc	21
2. Candidats : Lutte Ouvrière	23
3. Candidats : Nouvel Air	24
4. Candidats : Demain Toulouse	26
5. Candidats : Vivre mieux F Briançon	28
6. Candidats : NPA révolutionnaire	30
Table 3 Alimentation	31
Liste : NPA révolutionnaire	31
Liste : Protégeons l'avenir	32
Liste : Lutte ouvrière	33
Liste : Nouvel Air	35
Liste : LFI	36
Liste : Vivre mieux Toulouse	38
Table 4 « L'eau dans la ville »	40
Liste F. Briançon de Vivre Mieux - présent.es Hélène Cabanes et Maxime Letexier	

NPA Révolutionnaires- Présent.es	Guillaume Scali et Laura Milan	42
J.L Moudenc de Protéger l'Avenir – Présents	Maxime Boyer et Clément Riquet	43
Nouvel Air – Présents	Lambert Meilhac et Ségolène Hericher	44
Lutte Ouvrière – Présents	Jean Pierre Sertillange et Olivier Le Penven	46
Liste F. Piquemal de Demain Toulouse – Présent.es	François Piquemal et Alice Cohen	47
Table 5 : Urbanisme : habitat, énergie, végétalisation, continuités écologiques		50
1. Réponses candidat.es :	Demain Toulouse	50
2. Réponses candidat.es :	Vivre mieux – Briançon	54
3. Réponses candidat.es	NPA Révolutionnaire	57
4. Réponses candidats	Protégeons l'avenir avec Jean Luc Moudenc	60
5. Réponses candidats	Lutte ouvrière -LO	63
6 Réponses candidat.es	Nouvel Air	66
Table 6 Former, accompagner les citoyens, gouvernance		70
Liste vivre mieux (F. Briançon)		70
Lutte Ouvrière		72
Liste NOUVEL AIR		74
LISTE Demain Toulouse (F Piquemal)		76
LISTE Protégeons l'Avenir (Moudenc)		77
Liste NPA Révolutionnaire		79
Table des matières		81

Table 1 Prévention des déchets

Table animée par l'association Zéro Waste Toulouse

Prise de notes : Charlotte et Julia Zero Waste Toulouse

Rappel des questions

QUESTION 1

À Toulouse, chacun et chacune d'entre nous produisait en moyenne 408 kg de déchets ménagers en 2024. La réglementation et le bon sens nous enjoignent à miser d'abord sur la prévention et le réemploi, bien avant le recyclage et la valorisation énergétique. Conformément à la loi, la Métropole s'est dotée d'un Programme Local de prévention des Déchets Ménagers et Assimilés qui prévoit une baisse de 20 % des déchets ménagers par rapport à 2010. L'objectif est donc de tomber en dessous de 383 kg de déchets ménagers par habitant·e en 2030, voire bien en dessous vu les enjeux. Quels sont selon vous les leviers essentiels que vous pourriez activer pour atteindre ces objectifs et réellement mettre en œuvre ce programme ?

QUESTION 2

Le réemploi et la réparation sont pour une grande part portés par des initiatives citoyennes et associatives. Dans certains cas comme le réemploi des emballages, la création de nouvelles filières est essentiellement portée par des structures de l'économie sociale et solidaire. Le développement de ces solutions repose donc beaucoup sur du bénévolat et du salariat associatif, or ces acteurs et actrices envoient de nombreux signaux alarmants : précarisation, dégradation des conditions de travail, épuisement, démotivation des bénévoles, etc. Pourtant, iels réalisent la délégation implicite de service public, pallient souvent à ses manques et s'assurent même du respect de plusieurs lois. Face à ces constats, nous avons 2 questions :

Comment clarifier les rôles entre la collectivité et les différentes parties prenantes ?

Quelles missions la collectivité pourrait se réapproprier pour faire davantage sa part ?

QUESTION 3

En plus du réemploi et de la réparation, nous avons la chance d'avoir sur notre territoire un écosystème riche de manière générale sur la prévention des déchets et des gaspillages. Que proposez-vous d'autre pour pérenniser et soutenir ces initiatives citoyennes et associatives, qui engendrent beaucoup de bénéfices localement ? Nous attendons dans votre réponse des exemples ou actions concrètes, ou que vous donniez des ordres de grandeur si vous proposez des mesures.

QUESTION 4

L'adhésion et la mise en action des citoyens et citoyennes est facilitée lorsqu'ils voient leur collectivité agir. La mairie et la métropole sont de plus des actrices incontournables du territoire dans de nombreux domaines et peuvent mobiliser des acteurs et actrices variés : commerces, associations, entreprises, écoles, restauration collective, centres sociaux, etc. Elles emploient par ailleurs 13 000 personnes, qui peuvent adopter de nouvelles habitudes dans le cadre professionnel et devenir des ambassadeurs et ambassadrices aussi bien dans les sphères professionnelle que privée. En termes d'exemplarité de la collectivité, quelles sont selon vous les actions prioritaires à amplifier ou mettre en place ?

QUESTION 5

Souhaitez-vous ajouter des éléments ?

L'ordre des listes à notre table :

1. Lutte ouvrière
2. Nouvel air
3. Demain Toulouse
4. Vivre mieux à Toulouse
5. NPA-Révolutionnaires
6. Protégeons l'avenir avec JLM

1. Candidat 1 - Lutte ouvrière

Olivier le Penven et Jean-Pierre Sertillange

Propos introductif des candidats

Ils ne font pas un focus sur les déchets, mais plutôt sur la dégradation des conditions de vie en général = il y a des choses qui sont plus inquiétantes = va-t-on réussir à finir le mois avec assez d'argent = tous les budgets baissent et le peuple subit les conséquences de l'économie qui chute.

Aimeraient que les bénéfices des entreprises aident à améliorer les conditions de vie = la création de valeur revient tjs aux mêmes personnes = ce sont les travailleurs qui créent de la valeur, mais ils n'en voient pas la couleur, car ils n'ont pas le pouvoir de décider.

Il soutient les bonnes initiatives, mais les mairies ne vont pas pouvoir changer les choses parce que la prise de décision revient à l'état

Ils ne sont pas contre les actions environnementales (végétalisation, pb d'accessibilité, transport...) mais priorité = insalubrité et reprise pouvoir par le peuple et pas les partis politiques.

Question 1

Principe de lutte ouvrière : enjeux locaux et nationaux sont liés (approche systémique)

Les budgets des collectivités sont en baisse en raison de la situation budgétaire de l'État.

Ce sont les mairies qui décident sur de nombreuses questions, mais elles dépendent de l'État financièrement, elles ne peuvent donc pas être un vecteur pour améliorer la situation. Il faut davantage réfléchir et agir par quartier.

Le conseil municipal ne vote pas les lois internationales : la loi du marché, la loi du plus fort, les lois du capitalisme.

Aujourd'hui, les marchés publics sont remportés par les grandes entreprises qui influencent toute l'économie.

Leur avis sur les déchets : les travailleurs devraient décider de ce qu'on fait des déchets

=> un autre avenir est possible à condition que les travailleurs s'en mêlent

LO = « petit parti »

> Ne pas faire croire que les élus auraient les leviers nécessaires pour répondre à ces enjeux

> Faire confiance à la population, aux travailleurs et travailleuses.

Question 2

Constat : il existe un manque de collaboration entre les différents groupes = tout est basé sur la concurrence, les intérêts collectifs passent après les intérêts particuliers, cela devrait être l'inverse.

Pour les collectivités, il faut dépenser de moins en moins

Pour les entreprises, il faut faire le plus de profit possible.

Il n'y a pas la place pour l'humain dans ce projet de société. Pour résoudre les problèmes de la société, y compris ceux liés aux déchets, il faut stopper la mise en concurrence, engager une collaboration entre les individus et remettre l'humain au centre.

> donner le pouvoir aux travailleurs et travailleuses

Question 3

Au conseil municipal, ils seront à l'écoute du peuple, des travailleurs et des travailleuses.

Il faudra s'appuyer sur les spécialistes et ceux qui connaissent le sujet (exemple : les associations), mais sans illusion, car ce n'est pas à l'échelle municipale que les choses se décident.

Les déchets ne sont pas un axe majeur de leur programme et ne connaissent pas le sujet pour entrer davantage dans le détail.

Question 4

Si on veut changer les dysfonctionnements de la société, on ne peut pas s'en remettre seulement à la bonne volonté d'un maire et du conseil municipal, car leur pouvoir est limité.

Solution de démocratie directe : il faut que ça soit la population elle-même qui décide car c'est elle qui connaît les problèmes auxquels elle est confrontée.

Question 5

Leur campagne électorale est portée sur des problématiques plus généralistes, notamment la dégradation des conditions de vie.

Dans toutes les villes, les problématiques sont identiques, mais les problématiques sont plus larges.

Les préoccupations environnementales sont légitimes, mais la priorité est donnée aux conditions de vie de la population inquiétantes et à l'existence d'une guerre économique et d'une guerre militaire.

Dégradation de la situation > baisse des budgets > on subit les conséquences d'une économie qui se casse la gueule.

Les conditions de vie sont une priorité.

Par exemple : la végétalisation, c'est du bon sens, mais c'est à mettre en application quand il n'y aura plus d'insalubrité. Idée des priorités et accent sur la décision par le peuple.

Les associations, les travailleurs et travailleuses créent de la valeur pour faire tourner la société, il faut la redistribuer.

> mettre en œuvre les initiatives de quartier une fois que le peuple aura le pouvoir de décider.

2. Candidat 2 - Nouvel air

Lambert Meihlac et Ségolène Héricher

Question 1

Constat : 408 kg DMA et un peu moins de 230 kg OMA.

Il y a encore beaucoup d'emballages

30 % de la poubelle grise sont des déchets alimentaires et végétaux

> la métropole utilise beaucoup la méthanisation mais la production d'énergie est très faible par rapport à la quantité de déchets traités, le transport pour aller au centre de méthanisation est important > inefficacité ça ne vaut pas le coup

Selon eux, la tarification incitative est déjà ringarde, vécue comme une punition, il vaut mieux inciter à consommer autrement.

Mesures

- **Sortir les emballages**
- Différentes solutions pour les **biodéchets**
 - Compostage individuel
 - Compostage collectif = souhaite faire du compost car intrants avec le compost est plus efficace (30 %)
- Souhaite **appuyer les initiatives** qui permettent de consommer en produisant moins de déchets pour aider la population à faire cette bascule de manière simple et rapide
 - Simplifier l'accès foncier aux structures qui proposent du vrac et des produits consignés pour les rendre accessibles au plus grand nombre
 - Encourager les coopératives en y prenant des parts massivement pour permettre à ces structures de se développer (ex : actuellement la métropole a 0 part dans la SCIC Ceci & Cela).
- Encourager les entreprises qui font des efforts au niveau des déchets : elles n'ont aucune « **récompense** » **économique** = donc changer ça pour inciter ces démarches

Si on met tout ça en place, on réduit les déchets = on amènera moins de poubelles et on pourra demander aux habitants de parcourir un peu plus de distance (et pas juste aller les poubelles de la résidence) = les locaux poubelles pourront être utilisés autrement et il y aura moins de camions qui circuleront pour ramasser les poubelles (réduction des coûts de fonctionnement) => nécessité de réfléchir par quartier.

Question 2

Constat : soucis d'accessibilité des solutions alternatives, 2 idées :

> il faut les aider à se développer en leur donner du foncier par exemple

> il faut les ré-internaliser en régie dans le secteur public

Mesures

- Nécessité de **former le personnel de la ville et de la métropole** aux enjeux de transition écologique => Imaginer des dispositifs hybrides en formant du

personnel de la métropole qui travaillent étroitement avec les associations (mise à disposition de personnel = sécurisation de ces emplois) et proposer un relais au sein des quartiers pour rendre les choses plus proches des habitants.

- Si on réduit les déchets = on permet de **réaffecter les agents de collecte** par exemple vers d'autres missions (réemploi, réparation). Ces personnes déjà sensibilisées pourraient soutenir directement les initiatives
- Mesure phare = **transition des métiers**.
Exemple de la transformation de l'hippodrome (30 ha) = 1/3 en maraîchage pour les cantines (pour avoir un circuit ultra-court), 1 ou 2 ha pour l'unité de compostage (10 000 à 20 000 foyers = un quartier = permettrait d'alimenter le compost de l'hippodrome)
- Relocaliser les cantines en faisant des petites cuisines et pas une cuisine centrale = penser en système et pas à l'échelle d'une mesure

Question 3

- **Mettre en lumière les initiatives**

ex : marché de Noël partenariat avec en boîte le plat pour les chalets qui vendent de la nourriture

- **Conditionner le financement** des événements à des mesures réduisant les déchets
- Modifier les **critères de la commande publique** pour que la métropole puisse passer par des entreprises locales comme Consign'up = la commande publique doit être exemplaire
- **Label produits en Occitanie** : produits alimentaires obtiendront ce label si leurs emballages sont consignables.

Conclusion : on ne peut pas demander aux citoyen·nes de changer leurs moyens de consommation si la métropole ne le met pas en œuvre.

Question 4

Les deux axes prioritaires :

- Modifier les critères de la **commande publique**
- **Formation** en interne

Et également, remettre les cantines dans chaque école pour limiter les transports des repas.

Question 5

Cercle vertueux : ne plus avoir de bacs dans les résidences -> centraliser des points de collecte (quartier par quartier, rue par rue) → permet d'avoir de nouveaux locaux pour les vélos par exemple

Avoir des locaux poubelle plus loin, n'est pas un problème car moins de fréquence de déplacement = on peut aller plus loin.

3. Candidat 3 - Demain Toulouse

Alice Cohen et Thibault Pichel (François Piquemal a fait une pause lors du passage à notre table)

Question 1

Constat : Toulouse Métropole n'est pas sur la bonne trajectoire et ne respecte pas la loi

Budget prévention qui est extrêmement faible (0,6 % du budget) = le meilleur des déchets, c'est celui qu'on ne produit = faire de la prévention à tous les niveaux (écoles, porte à porte, collectivités)

Ambition de la liste Demain Toulouse sur ce sujet qui est oublié :

- > Les politiques publiques de prévention sont le premier levier : prévention à tous les niveaux, administration publique, campagne en porte-à-porte de sensibilisation
- > Une fois que le déchet est produit : sensibiliser au tri

Mesures

La commande publique

Faire des modifications sur la commande publique qui actuellement ne permet de contraindre niveau déchets

- > instaurer des clauses plus restrictives et plus de transparence sur les modes de production

Exemple : efforts à faire sur la restauration collective

- > Embaucher des personnes spécifiquement pour « décortiquer » les appels d'offres et mettre en avant les + et -

Dans les cantines et les écoles

- > décentraliser les cantines afin de limiter le transport de denrées et donc diminuer les déchets, notamment d'emballages

- > Plan école pour avoir des écoles plus écologiques = mobiliers sans perturbateurs endocriniens, faire des goûters collectifs (intégrer les enfants à la préparation) pour limiter les emballages et le gaspillage.

Dans les crèches

- > éliminer les produits avec perturbateurs endocriniens petit à petit

Fast fashion

Les pouvoirs publics ont leur mot à dire sur l'implantation de certaines entreprises.

- > Contraindre l'implantation de boutiques de fast fashion (ex Shein)
- > Soutenir des filières à Toulouse sur les vêtements qui sont plus vertueux

Question 2

Constat : il n'est pas normal que le respect de la réglementation soit grâce aux assos alors que c'est le rôle du service public
TM verse des subventions à des structures polluantes, les associations subissent l'austérité.

Mesures :

Soutenir le secteur associatif et protéger les acteur·ices de l'ESS

- > Orienter les subventions vers les structures de l'ESS et le réemploi
- > S'appuyer sur l'expérience de ces associations et leur proposer de faire des formations pour le secteur public
- > Apporter un soutien sur le foncier : mise à disposition de bâtiments publics pour le réemploi, le partage d'objets (ressourcerie).
- > Apporter un soutien logistique

Lutter contre la surconsommation

- Prendre exemple sur certains CSE dans les entreprises afin de mutualiser
- > créer une régie publique de prêt et de location de matériel

Question 3

Mettre en place des **coopératives de quartiers** (collectif d'habitant·es) pour mettre à disposition des lieux pour faire des lieux d'éducation populaire (enfants, grand public..)

Mettre à disposition des associations des moyens financiers et des lieux

- > Passer par des conventions pluriannuelles pour que les associations aient une visibilité à plus long terme sur leur budget = éviter la précarité des associations et leur mise en concurrence

Question 4

Commande publique

Formation des élus et des agents (et pas uniquement de la sensibilisation) sur tous les sujets de la transition écologique : surconsommation, nature en ville comment prendre des décisions d'urbanisme pour limiter l'artificialisation (laisser des surfaces en friche, moratoire sur les coupes d'arbres)

Proposer une **écologie populaire et démocratique** avec les habitants (co-construction) : commencer par des actions simples
Sensibiliser et former les enfants dans les écoles et structures d'accueil.

Idée de justice sociale

Ne souhaite pas faire de tarification incitative car peur que ça desserve les plus précaires
Égalité entre les différents quartiers de Toulouse = nettoyer, récolte des déchets (propreté)

Fréquence de collecte à modifier

Inverser la collecte des OM et la collecte du tri afin d'inciter la population à faire davantage le tri.

Question 5

Incinération

Sortir du tout incinération, car on a un des incinérateurs les plus polluants = on doit aller vers une décroissance

Ne pas incinérer des déchets toxiques

/ ! \ Veolia touche de l'argent proportionnellement au tonnage des déchets
=> la liste Demain Toulouse propose de lancer des études sur le passage de l'incinération en régie publique pour sortir des logiques de rente qui sont défavorables aux enjeux écologiques.

Si décroissance de l'incinération = moins de chaleur pour le réseau de chaleur, deux solutions :

- Utiliser la géothermie
- Mieux isoler les habitations et bâtiments

Biodéchets

Améliorer la collecte des biodéchets

Commande publique

- Mettre des clauses restrictives
- Avoir une meilleure transparence dans la commande publique sur les déchets
- Soutenir les filières de réutilisation (ex : vêtements)

4. Candidat 4 - Vivre mieux Toulouse

Maxime Le Texier et Hélène Cabanes (conseillère municipale et métropolitaine, membre de la commission déchets)

Question 1

Constat :

Dans le PLPDMA, objectif de -20% DMA

La population est demandeuse de cette réduction des déchets

=> **La liste se fixe un objectif ambitieux de – 25 %** car Toulouse Métropole est en retard sur la prévention et la réduction des déchets.

Sur les biodéchets

Retard de Toulouse Métropole qui n'a pas été capable de proposer une solution au 1^{er} janvier 2024 (loi AGECE)

Mesures :

Faire du compostage une priorité plutôt que recourir à la collecte en bacs marrons déployée fin 2025 / début 2026 en masse.

> favoriser la gestion in situ des biodéchets et limiter la collecte : composteur dans les copropriétés et maisons individuelles.

Réemploi :

3- **Limitier la production des déchets en sensibilisant au réemploi**

> inciter les personnes à aller acheter de la seconde main en s'appuyant notamment sur les assos (ressourcerie) pour éviter l'incinération.

4- **Réemploi des matériaux du bâtiment pour la construction** (ex : Bordeaux et Lyon le font) : beaucoup de déchets = gisement de réemploi important dans ce secteur. Levier de la **commande publique** = 2 milliards d'euros sur le mandat.

Question 2

La sensibilisation au sein de la collectivité n'est pas suffisamment développée.

> **Communiquer et simplifier le processus de réparation** des objets afin d'obtenir un vrai impact auprès de la population

Nos filières sont précarisées.

> **Contractualiser** plutôt que de faire des appels d'offre pour donner une stabilité aux structures de l'ESS

Aides aux associations : - 40 % en 2024 et logique clientéliste mise en place

> **Revaloriser les subventions aux associations environnementales**

Faire entrer la question du Développement Durable dans la municipalité

Partenariat associations collectivité à développer :

> former les agents afin de faire entrer la question du développement durable dans la

technostructure de la collectivité.

> les agents ont aussi des compétences qui pourraient profiter aux associations

Question 3

Retour de la consigne du verre

> Soutenir davantage cette filière (Consign'up) qui n'est actuellement pas assez connue et valorisée.

> S'inspirer de ce qui existe dans d'autres collectivités.

Ex : Valence Agglo a mis en place une convention d'objectifs et de moyens avec une association qui nettoie le verre

1 bouteille réemployée = collectivité lui verse un complément.

Restauration collective

Inciter le secteur de la restauration rapide à utiliser la consigne

> Faire un test sur un quartier toulousain

Sensibiliser, former

> formation des agents (ex : atelier 2T)

> dans les écoles : sensibilisation au compostage en partenariat avec les associations en lien avec le développement des cours oasis), initier des contrats d'objectif avec les structures gestionnaires des ALAE

=> Cela permettrait de donner de la visibilité aux associations en leur fournissant des recettes et donc davantage de budget.

Question 4

Dans les cantines / restauration collective

> Des efforts ont été faits : fin des contenants nocifs jetables (plastique), remplacés par de l'inox mais nouvelle contrainte pour les agents (soulever de l'inox est plus contraignant que du plastique) : **il faut accompagner les agents**

Gaspillage alimentaire :

Adapter la quantité de nourriture donnée à chaque enfant en fonction de ce que l'enfant souhaite consommer (ex : dispositif petite faim / grande faim)

Mettre en place le tri sélectif et notamment le compostage dans les espaces gérés par la municipalité (EHPAD) et autres établissements publics

Question 5

Vision différente de la municipalité sortante

Méthanisation : complémentaire au compostage. Aucune feuille de route actuellement, juste des expérimentations.

> l'idéal : utilisation in situ des déchets alimentaires pour éviter la collecte et donc les transports par camion et la pollution. Valorisation énergétique : la méthanisation produit de l'électricité, mais manque d'ambition de la métropole.

Incinérateur :

Surdimensionné par rapport à la trajectoire de réduction des déchets de la loi AGECL.
« Prison » du réseau de chaleur (importation de déchets de loin pour le faire fonctionner, logique utilitariste des déchets).

Poursuivre le fonctionnement actuel, c'est continuer à polluer

> le nouvel incinérateur doit avoir une capacité réduite (150 000T)

Nécessité de respecter la hiérarchie de traitement des déchets : privilégier la prévention puis la réduction

5. Candidat 5 - NPA Révolutionnaires

Laure Milan et Guillaume Scali

Liste travailleurs, étudiants, retraités = c'est au peuple de décider

Question 1

Les candidats posent la question suivante : d'où viennent les déchets et pourquoi c'est compliqué de les réduire ?

Constat : individuellement, on nous impose des déchets face à une production de déchets incompressibles.

La production de déchets vient de notre système de production = le patronat, la société industrielle de consommation sont à l'origine des déchets

La crise écologique est la responsabilité de certains habitants de Toulouse aux commandes des entreprises de la région

> Il faut diminuer les emballages, cartons et plastiques, car les ressources naturelles s'épuisent.

Mesures :

Décider avec la population de comment on produit (cartons, plastique, emballage) et **comment on peut produire autrement pour limiter les déchets.**

Soutenir des initiatives associatives et toute forme de prise de conscience (ateliers, renforcement du tissu associatif...)

Question 2

Aller vers des **emplois qui ont du sens.**

> Si les gens souhaitent être bénévoles dans les associations environnementales, c'est que le sujet est important pour eux

= un contre pouvoir permettant de lutter contre les décideurs qui ne mettent pas le budget pour ce qui paraît collectivement important.

La liste partage le constat : ce n'est pas normal que l'État et les collectivités ne soient pas au service de la population en prenant en charge ce qui est de l'intérêt collectif (et de fait, les associations prennent le relais). Néanmoins, elles n'ont pas le pouvoir d'agir pour le faire (coupes budgétaires)

> **Remettre les subventions aux associations**

Question 3

Soutenir financièrement les associations

- > Le peuple a conscience de la diversité des associations et s'y investit en bénévolat.
- > Soutenir les personnes qui se mobilisent : écouter, prendre l'argent là où il est pour faire des choses qui sont importantes pour les habitants
- > Construire un rapport de force pour ne pas subir le fonctionnement capitaliste : rendre la réduction des déchets rentables n'est pas dans le programme.

Question 4

Ce sont les agents eux-mêmes qui ont connaissance des difficultés rencontrées
=> les travailleurs doivent faire de la politique et des actions collectives adaptées aux besoins, leur donner la parole

Encourager les initiatives de libération de la parole politique des agents sur les lieux de travail.

Donner confiance aux travailleurs de façon collective, c'est un moyen pour reprendre le pouvoir.

Question 5

Les élections municipales portent une action locale

- > Pourtant, il y a d'autres déchets qui sont générés à l'échelle de la planète entière (ex : les déchets nucléaires)
- > possibilité d'agir localement en encourageant les initiatives locales, mais besoin d'agir internationalement.

6. Candidat 6 - Protégeons l'avenir avec JLM

Clément Riquet = élu sortant chargé des espaces verts : pas spécialisé déchets, maire du quartier Les Chalets

Maxime Boyer avait quitté la réunion lors du passage de la liste à notre table.

Question 1

Poursuivre les actions qui ont été mises en place et en accélérer certaines. Par exemple :

1. Au niveau des déchets verts : utilisation du broyat
2. Au niveau des abattages d'arbres : faire évoluer les pratiques des équipes de la mairie pour valoriser au mieux ces arbres (ex : broyage sur place, réaliser le mobilier pour les cours d'école oasis en circuits courts). Cela pourrait être intégré dans le PLPDMA.

Question 2

Le candidat prend l'exemple de la déconstruction du hall d'exposition sur l'île du Ramier :

- > évolution des pratiques sur la **réutilisation des matériaux dans le bâtiment**
- > réemployer un maximum des déchets.

Moralement, la collectivité doit prendre une part plus importante mais le candidat indique "ne pas connaître les obligations légales"

La collectivité peut accompagner les associations mais baisse des budgets en raison du désengagement de l'État)

- > La mairie et la métropole doivent assumer les mêmes missions avec des moyens qui diminuent.

Opérations de sensibilisation :

Exemple de l'événement « Capitole végétal » où plusieurs thématiques sont abordées

Question 3

Levier du **budget participatif** "**Mes idées pour mon quartier**" : financement d'un investissement.

La mairie pourrait **mettre à disposition des locaux pour les associations** mais :

- > Le patrimoine de la ville est limité.
- > Mise en concurrence des associations avec d'autres structures (professions libérales comme des médecins ou des infirmier-es par exemple)

« *Christophe Alvès* aurait des meilleures réponses que moi » (élu en charge de la vie associative)

Question 4

Sensibilisation des élus sur la thématique des gaz à effet de serre = atelier 2 tonnes auquel les élus de la ville et de la métropole ont participé
> S'il existe des dispositifs similaires sur les déchets, cela pourrait éventuellement être proposé aux élus

Gros enjeux au niveau de la déconstruction des bâtis
> agissent beaucoup là-dessus
> devoir d'exemplarité sur **la construction et le réemploi**

Commande publique : il y a sûrement des moyens d'agir.
"Je ne connais pas toutes les implications."

Les événements organisés par la mairie : sortir du tout jetable systématique.

La restauration collective :
> Projet de plateaux en inox dans les cantines pour les 35 000 repas quotidiens.
> Grammage pour réduire le gaspillage alimentaire.

Question 5

Le développement du compostage est positif :
Depuis 2024, les composteurs fournis par la métropole sont gratuits.
Création de lien social dans les résidences.
Accompagnement pour réduire les déchets alimentaires.
Déploiement des bornes alimentaires : *"ça a l'air de bien marcher, ça prend du peu de temps car il y a des périodes d'expérimentation"*.

"Ce sont des sujets importants dont vous vous occupez".

Il reste du travail pour sortir de la société du tout plastique.

Poursuivre les politiques publiques mises en place
> ex : opération de propreté contre les mégots, participation de la métropole au World Clean Up Day.

Table 2 Mobilités

Table animée par les associations Autate, 2Pieds 2 Roues et Rallumons l'étoile

Rappel des questions:

Question 1 AUTATE :

En tant qu'association environnementale, notre priorité est de préserver la santé publique. La pollution atmosphérique est la première cause de décès prématurés dans les zones urbaines. Pour réduire les différentes pollutions impactant les citoyens, les objectifs de qualité de l'air ne peuvent être atteints sans une réduction de la circulation automobile dans la ville et dans la métropole.

La problématique des mobilités est assez différente selon le secteur géographique, Toulouse hyper-centre ou périphérie. Sur le territoire de la métropole, une meilleure équité territoriale est requise et doit guider les choix d'infrastructures votés par tous les élus métropolitains.

La dernière enquête sur les mobilités (EMC2 en 2023) démontre que la part modale de la voiture dépend du taux d'offre en transports en commun : < 30 % en centre ville de Toulouse avec 16% d'utilisation de TC ou marche à pied ou vélo. > 70 % en périphérie avec une faible offre d'alternatives.

Les transports s'arrêtent bien souvent le soir et le week-end.

On en vient à la question : en tant que futur élu métropolitain, comment lever ce couvre-feu pour toutes les citoyennes et citoyens de la périphérie qui n'ont pas d'autres moyens de se déplacer que les TC?

Comment garantir à tous les citoyens une mobilité fluide, accessible non seulement pour le travail, mais aussi durant les soirées et les week-ends pour les loisirs, les activités culturelles et sportives, les relations sociales .

Comment renforcer de façon efficace l'offre de transports dans la banlieue pour avoir une véritable liberté de mouvement tout en luttant contre la pollution urbaine.

Question 2 : 2P2R

Qu'est-ce que se déplacer aujourd'hui à pied ou à vélo à Toulouse? Pour bon nombre d'habitantes et d'habitants, c'est d'abord **prendre des risques** et s'exposer aux **violences routières**.

Pour les piétons, soit on marche en file indienne sur des trottoirs étroits, ce qui est inadapté à l'accompagnement des enfants et des plus fragiles, soit on slalome entre les poubelles, soit on finit sur la route car il y a des travaux.

Pour le vélo, on voit des améliorations en ligne droite et dans certaines zones mais encore une fois, cela demande beaucoup d'assurance et je peux vous dire que ce n'est pas vraiment réaliste d'imaginer des enfants pédaler en sécurité. A titre personnel, j'ai l'impression d'être maman cane et ses canetons en expédition dans un torrent si je dois tourner à gauche et croiser une voie automobile. La question est simple : que comptez-vous faire pour sécuriser la pratique de la marche et du vélo, la rendre accessible à toutes et tous pour que pratiquer les modes doux soit sans risque, et même convivial?

Question 3 : Rallumons l'Etoile

L'argent est bien sûr le nerf de la guerre et la faisabilité des mesures est bien sûr liée à leur financement. Je voudrais prendre une question très pratique, celle du cofinancement d'une amélioration de l'offre ferroviaire par la Région et Tisséo, comme c'est le cas à Bordeaux et Strasbourg.

Le code des transports (article L 2121-3-1) prévoit que des AOM comme Tisseo peuvent contribuer au financement d'un service ferroviaire si cela contribue à améliorer l'offre de transports en commun sur son périmètre. Du reste Tisséo le fait depuis 30 ans sur l'axe Colomiers-Arènes.

Quelle est la position de votre liste entre ces 3 possibilités :

1. vous y êtes favorables, sans attendre de nouveaux financements de l'Etat
2. vous y êtes favorables seulement dans le cas de nouveaux financements de l'Etat
3. vous considérez que seule la Région doit financer l'amélioration de l'offre ferroviaire.

1. Candidats : Protégeons l'Avenir avec J.L. Moudenc

a. Question 1

Dire ce qui a été fait pendant le mandat :

Rappel listes

Doublement ligne B métro

Poursuite développement téléo pour désenclaver Malepère

Futur court terme

a. métro et développement Lineo (pas seulement Toulouse). Cite ligne LEX 117 Toulouse-Muret

b. Moyen/long terme : nécessité de développer le RER toulousain

LEX Toulouse-Muret ne correspond absolument pas à offre Linéo

Malepère est desservi par L7, L9 en voie dédiée LMSE ; halte ferroviaire, métro C

réponse essentiellement centrée sur Toulouse pour notre question qui portait sur les banlieues

b. Question 2

- Depuis 2021, on a lancé REV, avant 60 M€, aujourd'hui plus de 200 M€ pendant le mandat
- Aujourd'hui, pas encore assez, petit à petit, les aménagements se développent, dans le centre de Toulouse, les quartiers périphériques et sur les autres communes
- Finir le REV et notamment 61 coupures qui sont compliquées à régler
- Sur le piéton, c'est peut-être une priorité pour le prochain mandat en réduisant la place de la voiture → faire un plan de développement piéton métropolitain comme proposé par 2P2R

- Sur le budget : quelque chose à rajouter ? Quand on refait les rues, on remet les rues aux normes.

c. Question 3

- On attend les financements de l'État, la métropole a déposé les dossiers.

On fait un gros effort avec tous les financements de l'offre actuelle.

La métropole n'a pas vocation à développer un service ferroviaire.

On veut investir sur le budget global, par exemple, la halle des mobilités. On est co-investisseur.

L'État fait les poches aux collectivités.

=> Exemple : Bordeaux, Strasbourg

Tisséo/Toulouse Métropole : on est attendu sur plein d'actions complémentaires, le service ferroviaire, ce n'est pas à nous

2. Candidats : Lutte Ouvrière

a. Question 1

Lutte Ouvrière s'adresse aux autres travailleurs pour dire que tout ce que vous venez dire sur les transports

Dans quelles conditions ? Qui décide ? Cela ne se décide pas en réfléchissant de manière rationnelle. Cela ne se décide pas au niveau local, ni même national. On ne veut pas mentir en faisant croire que les choses peuvent changer.

Stellantis a touché des milliards d'euros de l'État pour nous vendre des voitures électriques. Nous avons 0 pouvoir sur les décisions. Et dans le même temps, ils vont fermer deux usines et mettre à la porte des milliers de salariés. C'est la loi du marché qui s'impose à nous.

Tout le monde voudrait pouvoir utiliser d'autres moyens que la voiture.

Avant, à Airbus, il y avait des bus pour aller travailler. Et puis ils ont décalé les horaires des ouvriers, mais pas ceux des bus. Après ils ont supprimé les bus en disant que personne ne les prenait.

b. Question 2

On partage que la moindre des choses devrait être de pouvoir se déplacer en vélo sans risquer sa peau.

Il faut repartir à la source.

Les candidats des grandes listes promettent beaucoup. Il y a beaucoup de clientélisme.

La municipalité a beaucoup joué les uns comme les autres.

Problèmes de la société : profit individuel vs intérêt général

c. Question 3

On est dans le jeu politique chacun préserve son pré-carré.

Nous, on est pour les transports gratuits. Il faut aller chercher l'argent où il est.

De l'argent, il y en a pour normalement multiplier les transports, mais ce sont des choix qu'il faut faire.

3. Candidats : Nouvel Air

a. Question 1

La mobilité est la pierre angulaire de notre programme

Nous voulons passer les pénétrantes en sens unique pour que, avec peu de travaux et peu de budget, on récupère de l'espace pour couloirs de bus et pour modes doux en site propre. On simplifie les carrefours. On améliore de manière considérable les vitesses commerciales des bus de Tisséo. Vitesse commerciale +30 % → plus de circulations pour le même prix → plus d'attractivité → cercle vertueux pour pas cher

Augmentation de la fréquence de bus y compris en bout de ligne // baisse du trafic sur le périphérique

Mettre en sens unique est la seule action de radicalité qui permet ça.

L'aménagement fait rue Saint-Exupéry est l'exemple de ce qu'il ne faut pas faire.

Ainsi on récupère plus de moyens pour investir sur les autres thématiques : éducation, logement, etc.

b. Question 2

Notre programme prend son initiative dans la mise en sens unique des pénétrantes.

Nous souhaitons offrir aux vélo taffeurs des voies qui leur permettent d'aller suffisamment vite pour les sortir des zones partagées avec les piétons ou cyclistes tranquilles (ex : bords de canaux et de la Garonne). On est sur la seule liste à être radical aussi là dessus.

Oui, les poubelles sur trottoirs trop étroits ne sont pas adaptées, il faut permettre à chacun des usagers de se déplacer en sécurité.

Ce n'est pas forcément compliqué de coexister vélo/voiture dans les rues résidentielles car on cohabite avec les voisins. Le problème, ce sont les grands axes.

On ne prétend pas avoir des solutions pour toute la ville. Les habitants des quartiers sont des spécialistes de leurs environnements. Notre politique est de mobiliser les citoyens pour récolter les besoins au plus près de chacun.

c. Question 3

Quel choix entre la région et la métropole pour le financement de l'amélioration de l'offre ?

Nous y sommes favorables mais on ne peut pas chiffrer les besoins précis.

Rappel RLE : contribution Métropole à amélioration offre ferroviaire : Bordeaux (7,5 M€) et Strasbourg (9,5 M€)

C'est très probable que l'attractivité du réseau permette d'augmenter les recettes commerciales de 30 % de Tisseo, ce serait donc possible.

Réserve : la prévision du financement du métro est incertaine, le budget est colossal.

On est volontariste pour trouver de nouveaux moyens mais d'autres aspects sont importants aussi : éducation, logement, etc.

d. Autres

Nous nous positionnons contre les grands projets routiers (jonction Est, etc.)

4. Candidats : Demain Toulouse

a. Question 1

Notre objectif est de sortir de Toulouse des bouchons : il n'y a pas d'alternatives attractives.

Plusieurs échelons sur lesquels nous voulons appuyer :

Rendre la tarification accessible, notamment pour les jeunes → gratuité pour les moins 26 ans = 35 M€

Rendre les TC efficaces et efficaces

→ ce qui est possible à court terme = choc d'offres de bus (environ 35 M€/an)

Passer en régie publique l'autopartage, les parkings,

Passer le stationnement résident selon ressources des publics

Favoriser les mobilités douces en sortant les voitures des coeurs de quartier

Mettre le SERM sur les rails dès 2027 comme Arènes/Colomiers, Toulouse/Muret

Nous ne voulons pas conditionner le RER à LGV : l'argent prévu sur la LGV sur RER (800 M€ prévus par la Métropole) sera affecté au RER Toulousain

Pèle mêle : bancs et toilettes publiques, schéma directeur piéton,

sécurisation des pistes cyclables, convention citoyenne des mobilités et des ressourceries par quartier.

b. Question 2

Faire une ville agréable et accessible pour tous. A Toulouse, il n'y a plus de bancs. C'est symbolique du fait que beaucoup ne peuvent plus faire de halte sans consommer. On va remettre des bancs.

On va remettre à plat le plan de marche : objectif plus de 40 % de part modal.

Mise en place de pédibus. Créer des rues des enfants où voiture prohibée.

Sur le vélo : la priorité est la sécurisation des aménagements

Objectif : part du vélo à 15% (hausse de 40%?)

Les pistes cyclables doivent être bien distinctes et sécurisées, pas de conflit d'usage

Étendre Vélô Toulouse sur toute la métropole

c. Question 3

On est pour que Tisseo participe.

Le but sera de rencontrer les autres : Mme Delga + réorienter vers un projet non écocide et donc pas la LGV mais pour le RER + re-flécher le budget jonction est vers parking relais et arceaux vélos.

Pour que tout le monde ait accès sur le territoire, nous voulons plus de haltes multimodales sur le territoire

d. Autres

Comment repasser en régie les parkings ?

Soit on arrive au terme, soit on trouve des failles juridiques et on casse le contrat.

Convention citoyenne des mobilités + coopératives de quartier

Quelle position sur Citiz ?

Il faut qu'une offre publique soit volontariste là dessus (et que Citiz fasse sa vie à côté)

Quelles gares développer ?

Malepère, pont des demoiselles

Idées supplémentaire : ouvrir une ressourcerie pour vélo par quartier

5. Candidats : Vivre mieux F Briançon

a. Question 1

On veut mieux se déplacer sur la grande aire urbaine et Toulouse : on considère 3 niveaux aux problématiques distinctes : Toulouse ville, banlieue proche et grande aire urbaine.

- Favorable au RER métropolitain comme ailleurs avec des trains cadencés avec un déploiement progressif dès 2028. Il faut associer les métropoles comme sur Bordeaux et Strasbourg. C'est un vrai point de clivage. Tisséo doit participer comme Strasbourg
- Choc d'offres de bus : +20 % d'offres, plus de site propres, plages horaires étendues (la métropole est souvent très maltraitée le soir et le week-end)
- Finaliser le REV : discontinuités, schéma voté en 2019, beaucoup de retard
- Prolongement de la durée du ticket 1h30 => 120mn et tarification solidaire, 2 correspondances possibles
- dans Toulouse, le premier mode de déplacement est la marche, mettre en place un réel schéma directeur
- Mettre le REV aussi sur les boulevards, les requalifier pour en faire des lieux agréables à marcher, végétalisés
- Mettre des bus en site propre, la voiture individuelle arrivera en dernier des priorités
- Mise en place d'une tarification découverte pour les nouveaux arrivants pour mettre le pied à l'étrier
- Meilleure lisibilité des horaires,
- Nouveaux lineos, finalisation du réseau REV, élargissement des horaires.
- Pour le financement, ils prévoient de récupérer des budgets déjà alloués à la voiture comme le budget déjà inscrit pour le BUCSM.

La plupart des propositions de l'AUTATE sont reprises.

b. Question 2

On manque de pistes sécurisées.

Ce qui est instrumentalisée par la majorité, ce sont les conflits entre les piétons et les vélos alors que le problème est d'abord la place de la voiture.

Le code de la rue est une belle intention mais il faudrait d'abord faire respecter le code de la route.

Il faut de vraies infrastructures. Il ne faut pas juste accompagner, il faut créer de vraies infrastructures pour favoriser les changements.

L'Etoile verte, un projet phare

- requalifier les boulevards qui sont larges : pistes cyclables, végétalisation, baisse de la température des îlots de chaleurs
- requalifier les pénétrantes
- les canaux

Le centre-ville a déjà été bien traité. Il faut maintenant aller chercher les quartiers périphériques. Apaiser les boulevards est une condition pour cela.

Constat : il y a une impunité concernant les excès de vitesses des voitures : 80 000 par jour sur Toulouse, il y a de la violence motorisée. On n'a pas peur de parler de répression.

Sur la métropole, il y a aussi un gisement sur les déplacements en périphérie pour les petits déplacements, 178 déplacements de moins de 2km.

c. Question 3

A l'échelle de la métropole, nous devrions pouvoir trouver d'autres maires partenaires, par exemple Lespinasse comme halte ferroviaire, ou ailleurs dans le Nord de Toulouse. Ils ont des difficultés à se déplacer.

La majorité qu'on représente avec notre union de liste nous permettra d'avoir des interlocuteurs dans les autres communes, sur le Muretain, etc.

Les gares de Toulouse sont sous utilisées : Saint Agne, les Arènes, etc.

Supprimer la jonction est, c'est récupérer 70 millions

On ne peut pas rester dans l'autosolisme, on peut faire plein de choses, dédier une voie à l'autopartage.

d. Autres

6. Candidats : NPA révolutionnaire

a. Question 1

On se présente avec une liste de personnes qui n'ont pas d'autres choix que de travailler.

Ce sont les travailleurs qui produisent tout et donc ce sont nous qui devrions tout décider.

Défense de la majorité et non de minorités

Les mobilités recoupent tous les problèmes des gens : niveaux de vie, on habite plus ou moins selon ses moyens

L'urgence, ce serait d'augmenter les salaires → poids politiques d'élus municipaux

Le désenclavement passe par deux choses : le libre accès, le renforcement des offres et le recrutement des agents

C'est assez révélateur d'avoir ces débats sur les transports / la troisième ligne a d'abord pour objectif de répondre à l'urgence climatique en desservant des industries polluantes

b. Question 2

Cela interroge sur la place qu'occupe la voiture / pourquoi autant de voitures et pourquoi pas plus de trains → logiques financières, ça engraisse certains

J'ai grandi à la campagne, je sais ce que c'est d'être dépendant de la voiture

Ce sont aussi des choix de donner des milliards aux entreprises

Je vais travailler à vélo

Des mesures concrètes il y en a plein / c'est une question du partage de l'espace / choix politique

Nous reprendrons les propositions issues des comités de quartiers, il y a de l'argent.

c. Question 3

Les budgets découlent de choix nationaux et se renvoyer la balle, c'est donner bon dos aux autres. La municipalité est à droite, la région à gauche, ils sont tous pareils.

C'est Airbus qui devrait participer au financement de la ligne de métro. De l'argent il y en a, il faut aller le chercher.

d. Autres

Comment aller chercher cet argent ?

Il faut voir les habitants pas uniquement comme des habitants mais aussi comme des travailleurs. Les patrons ne sont pas nos bienfaiteurs, on peut lutter collectivement

Les grands oubliés, ce sont les personnes à mobilités réduites → c'est quoi la ville que nous voulons construire.

Table 3 Alimentation

Table animée par les associations Caissalim, Terres de Liens, Elementerre

Question A : Comment comptez-vous faire pour que Toulouse et la Métropole permettent à tous les citoyens d'accéder économiquement à une alimentation de qualité, qui soit disponible près de chez eux, ainsi qu'aux savoirs nécessaires pour choisir cette alimentation ?

Question B : Comment prévoyez-vous de mobiliser les compétences de la ville de Toulouse, et plus largement de l'intercommunalité, pour tendre vers la souveraineté alimentaire et une agriculture moins polluée et moins polluante, dans une logique de transition de notre système agricole ?

Question C : Comment pensez-vous que Toulouse, et la Métropole, devraient agir pour préserver les surfaces agricoles, voire permettre leur remise en culture, tout en facilitant l'installation de nouveaux porteurs de projet agricole ?

Question D : Comment souhaitez-vous encourager une démarche d'alimentation durable au sein des événements organisés, ou soutenus par la Mairie ?

Liste : NPA révolutionnaire

Question A : Santé et lutte contre la précarité alimentaire.

La liste essaye, d'abord, de porter la voix des travailleur.ses de Toulouse.

C'est tout le système capitaliste qui fait qu'il y a quantité d'inégalités (accès aux soins, éducation, santé) : aujourd'hui l'accès à la santé et à l'alimentation est régi par la recherche de profits. Les problèmes de cette société ne sont pas que locaux.

Proposition : augmentation des salaires (min 2.000€ / mois),

(pas de prise de position sur une "sécurité sociale alimentaire")

Question B : Alimentation de qualité et souveraineté alimentaire.

Le modèle productiviste au profit de l'industrie agroalimentaire pèse sur le pouvoir d'achat et fonctionne au détriment des paysans. La production est destinée à l'export (veaux, tomates), il y a une spéculation sur l'alimentation, on cherche à atteindre un niveau de production inatteignable et pas sain, y compris pour les agriculteurs qui sont les plus exposés (cela rejoint la question des salaires, car ces personnes sont les moins bien payées).

Même s'il faut soutenir des initiatives locales, il n'y a pas de véritable solution possible à l'échelle de la métropole car il faut lutter contre le système de manière globale.

Question C : Préservation des terres agricoles et installation d'agriculteur.ices.

On ne regarde pas les habitants de cette ville comme des toulousain.es mais comme des travailleur.ses, qui sont le potentiel d'action pour répondre à cette problématique là. D'autre part, dans le périmètre de la ville de Toulouse, il n'y aurait pas de quoi nourrir les habitants de cette ville.

Nous ne partageons pas une vision souverainiste car les frontières nationales sont une entrave à la révolution générale ; nous n'avons donc pas envie de dénoncer une agriculture argentine ou américaine mais plutôt de réfléchir au "système".

Un exemple concret avec récemment, la lutte des agriculteurs qui ont bloqué la région. Or, ce ne devrait pas être que l'affaire des agriculteurs-rices de se mobiliser. Nous regrettons que les représentants des agriculteurs n'aient pas appelé l'ensemble de la population à se mobiliser. Nous avons en cela une vision communiste : de la même manière que la question agricole nous concerne toutes et tous, ça n'est pas l'affaire que des infirmières et infirmiers de se battre pour leurs hôpitaux, des enseignantes et enseignants pour le système éducatif, etc, c'est l'affaire de tous.

Question D : Exemplarité de la municipalité.

Ce n'est pas qu'à l'échelle de la municipalité, mais cela n'empêche pas d'être exemplaire. Si la population les soutient, nous soutiendrons aussi les mesures de bon sens dans ce domaine.

Exemple : les restes des cantines sont vendus sur des applications ; cela nous a paru une aberration, plutôt que de les distribuer gratuitement. Nous lançons un appel à tous les travailleurs de cette ville pour signaler les aberrations et y remédier. Nous souhaitons donner la parole aux gens qui sont experts là-dedans, les travailleurs qui travaillent dans le domaine.

Plus globalement, pour nous : l'écologie sans lutte des classes, c'est du jardinage.

Liste : Protégeons l'avenir

Question A : Santé et lutte contre la précarité alimentaire.

Tout cela favorise une alimentation de qualité et locale.

Sur le bio la Mairie agit là où elle le peut : la régie agricole de Candie produit de la vigne (Vin de Candie), des légumineuses, des céréales. Une partie de cette production peut être destinée aux cuisines centrales (35 000 repas/jour), dans lesquelles il y a 33% de bio et 68% sous label de qualité. La régie agricole de Candie a aussi des partenariats avec des épiceries sociales pour la vente ou des dons de denrées.

La Mairie mène aussi des actions de sensibilisation : via des associations sur toutes les thématiques environnementales, ou encore via le défi "famille à alimentation positive", ou les actions menées dans les écoles pour lutter contre le gaspillage.

En matière de jardins partagés, il y en a aujourd'hui 32 à Toulouse, et cette liste compte en faire 15 de plus. Ils permettent de faire du lien, d'avoir un lieu de nature qui aide au rafraîchissement de la ville, et participent à une alimentation de qualité en circuit court.

(Pas de prise de position sur une "sécurité sociale alimentaire". Mais rappel que le financement public de toutes les initiatives associatives est tendu.)

Question B : Alimentation de qualité et souveraineté alimentaire

La Métropole a mis en place, depuis plusieurs années, des “contrats d’engagement de réciprocité” avec des territoires dans des départements autour de la Haute-Garonne, qui comprennent aussi un volet alimentation, afin de faciliter l’accès au marché toulousain aux producteurs de ces territoires.

La Mairie essaie d’accompagner toutes les initiatives qu’elles soient portées par des associations, des entreprises, au sujet de l’agriculture urbaine, dans les cantines, etc. En tant que maire de quartier, Clément Riquet a pu porter des projets avec des associations route de Fronton, au nord de Borderouge, dans le quartier 3 cocus (avec la création d’un restaurant solidaire, avec des restaurants locaux, en lien avec le centre social des Izards).

Il faudrait un éco-système des acteurs du bien-manger.

Question C Préservation des terres agricoles et installation d’agriculteur.ices.

Les terres agricoles sont protégées dans le nouveau PLUIH (Plan Local d’Urbanisme Intercommunal).

Il est important de conserver des terres agricoles et d’accompagner les futurs agriculteurs dans leur installation (en remplacement de ceux qui partent en retraite). Mais nous n’avons pas de précision sur des modalités d’accompagnement de nouveaux porteurs de projet agricole.

Il y a eu l’acquisition de la ferme de Borde-bio, aux Izards, et le soutien à l’installation de projets collectifs, route de Fronton.

Question D : Exemplarité de la municipalité.

Systématiser l’offre de menus végétariens dans les événements ? Cela demande de faire évoluer la logistique : comment faire ? On ne peut pas s’engager à ce stade, mais on peut progresser.

Liste : Lutte ouvrière

Question A

On est très respectueux et concernés par le rôle que vous jouez en tant qu’associations. Ce que vous dites est un signal d’alerte. Vous venez de décrire ce qui justifie notre existence politique dans ce pays : à quel point c’est l’économie de marché qui entraîne les problèmes que vous avez décrits. En venant ici on a vu des gens faire la manche pour manger, alors que nous sommes au 21^e siècle, et qu’on envoie des gens sur Mars. Il y a une minorité dans

ce pays qui se sert, considérant que, parce que c'est sa propriété privée, on n'a rien à dire là-dessus.

Des mères de famille se privent de repas le midi pour leurs enfants. C'est horrible de ne pas pouvoir assurer le minimum, il faut un changement radical. Il y a aussi des ouvriers de l'aéronautique, d'origine étrangère, qui sont concernés par la précarité alimentaire.

La loi du marché, qui n'est votée nulle part, impose son diktat à toute la société. Lutte ouvrière veut dénoncer cette aberration et c'est la raison pour laquelle on se présente : il faut que ce soit ceux qui produisent tout qui dirigent la société.

Si on était élus nous serions les yeux et oreilles des travailleurs qui sont, eux, les spectateurs des malversations, par exemple des grands groupes de l'agro-alimentaire.. La question, c'est d'abord renverser le système à l'échelle nationale, et que ce soient les travailleurs qui décident ; et, notamment, qu'ils puissent imposer l'indexation des salaires et des pensions sur les prix.

Question B Alimentation de qualité et souveraineté alimentaire

C'est l'actualité. Tout le secteur agricole est dédié à l'exportation. On a entendu le patron de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) s'exprimer sur la crise agricole actuelle, mais qui n'a pas parlé du rôle des banques : les agriculteurs-rices ont des prêts sur 10, 15 ans et ne peuvent faire autrement. S'il y a un coup dur le crédit continue c'est pour cela que des milliers d'entre eux se sont trouvés en difficulté. Il faut se libérer des banques.

Il faut faire le distinguo entre les gros et les petits ; ceux qui font la pluie et le beau temps (céréaliers, produits laitiers, betteraviers) ne sont pas les producteurs bio locaux. Ce qui serait juste et rationnel dans une société basée sur le respect de l'être humain serait de produire sans pesticide, des produits de qualité.

Si on était élus, on serait à l'écoute de ceux qui ont une expertise, de ceux qui produisent, des associations, pour se faire le relais des lanceurs d'alerte, car on n'a pas la science infuse sur tous ces sujets.

Ceux qui décident vraiment ne sont pas les politiciens. Il faut que ça soit la population elle-même qui s'oppose à la loi du marché. La loi rationnelle devrait être celle du bien-être de la société.

Question C : Préservation des terres agricoles et installation d'agriculteurs.

Non traitée, faute de temps.

Question D : Exemplarité de la municipalité.

Sur le plastique, c'est un gros problème : on ne peut recycler que 8 % du plastique. Avant, on avait les bouteilles en verre consignées, mais ce n'était pas bon pour le marché donc cela a été abandonné. Mais nous pourrions en décider autrement, et décider de dédier des budgets à cela, car ce sont les industriels qui ont décidé, tous seuls, de mettre du plastique

partout. Il faut les écarter du pouvoir. Nous dénonçons ce genre de choses, il faut s'organiser et proposer autre chose en tenant tête aux industriels.

Liste : Nouvel Air

Question A : Santé et lutte contre la précarité alimentaire

Aujourd'hui, avoir des produits de qualité, c'est souvent réservé aux milieux écolos qui ont accès à ces produits mais qui coûtent chers. Pour faciliter cet accès, y a des coopératives (comme Chouette coop) dans lesquelles la Métropole pourrait prendre des parts. En favorisant ce type de magasin et de distribution, on permettrait une croissance de la demande, pour consolider les filières de l'alimentation bio qui ont beaucoup souffert. On constate que bien des producteurs bio qui vendent au M.I.N. (Marché d'intérêt national) sont des agriculteurs qui ont dépassé l'âge de la retraite mais sont obligés de continuer à travailler.

La question du bien-manger a un lien avec l'un des projets-phares de cette liste, qui est d'arriver à récupérer l'espace occupé par l'hippodrome pour en faire : pour un tiers, un espace vert préservé, pour un autre tiers, un espace réservé à de l'agriculture et au maraîchage bio pour alimenter les cantines, et un dernier tiers un espace dédié à des activités citoyennes, à du compostage, à une ferme pédagogique, et à des jardins partagés. Au global, un espace qui permette aux quartiers alentours et à toute la ville de pouvoir renouer un lien avec de l'alimentation de qualité.

(pas de prise de position sur une "sécurité sociale alimentaire")

Question B : Alimentation de qualité et souveraineté alimentaire

Il est anormal que 97 % des productions agricoles d'Occitanie en sortent pour être transformés.

Il faudrait recréer des filières de transformation et de commercialisation locales.

Pour cela, l'exemplarité de la commande publique serait un levier important : s'attacher à des achats locaux c'est aussi donner aux gens l'accès à des produits vertueux.

35 000 repas / jour sont cuisinés par la cuisine centrale selon un process très centralisé, générant beaucoup d'emballages et de déchets logistiques dont il faut absolument sortir. Il est possible de décentraliser la restauration scolaire ; d'autres communes l'ont fait (exemple de Romainville) sans que ce soit plus cher.

Sachant que 1 calorie de viande nécessite pour sa production 7 calories végétales, nos modes de consommations influent sur la quantité de terres arables nécessaire, et in fine, sur la souveraineté alimentaire nationale. Il y a là matière, moyennant une analyse fine, à plus de végétalisation des repas, en s'appuyant également sur l'agriculture paysanne. Nous prônons un modèle équitable pour tous les agriculteurs, y compris pour les éleveurs, nombreux dans notre région.

Il ne faut pas oublier non plus la sensibilisation. Sur ces questions il faut accompagner les enfants. Nous voulons proposer des activités périscolaires où les enfants apprennent à devenir acteurs des questions écologiques : « ateliers réparation, potager, cuisine, couture ».

Question C : Préservation des terres agricoles et installation d'agriculteurs.

Il faut encourager (comme le fait le mouvement Terre de liens) la reprise d'exploitations par des nouveaux agriculteurs-trices (plutôt que de laisser s'étendre des grandes exploitations) qui pratiquent une agriculture plus vertueuse.

Mais le risque d'insuffisance de vocations pour ce métier semble aussi être un enjeu, auquel essaient de pallier des initiatives comme "Les ateliers d'Icare" ou "Le centième singe". Ce type d'initiative devrait être soutenu, dans toute la Métropole, via le PAAM (Projet alimentaire et agricole métropolitain), en y mettant plus de moyens. Justement, Nouvel Air a un programme mobilités très peu coûteux qui permet, donc, de récupérer du potentiel de financement pour des projets vraiment utiles.

D'autres initiatives seraient à soutenir. Par son projet-phare sur l'hippodrome, Nouvel Air montre de quelle manière il voudrait traiter les choses. S'ils sont élus, ils se mettront à l'écoute, dans cet esprit, des propositions que feront les techniciens experts. *"Le rôle du politique n'est pas forcément de savoir comment fonctionne le moulin à eau, mais de faire en sorte que l'eau arrive au moulin"* (verbatim).

Question D : Exemplarité de la municipalité.

Proposition : conditionner le financement des associations (de leurs événements), à des pratiques vertueuses en matière de sources d'approvisionnement (locale) et de gestion des déchets/de consigne (par exemple avec des repas servis dans de la vaisselle en dur, comme celle proposée par l'association "En boîte le plat").

Par exemple, au marché de Noël : décréter que les stands doivent pratiquer la consigne. En même temps, cela sensibilise les citoyens.

Liste : LFI

Question A : Santé et lutte contre la précarité alimentaire

Beaucoup de choses peuvent être faites par la municipalité autour de cet enjeu majeur. La restauration collective peut être un premier levier, notamment par les cantines scolaires (où les tarifications sociales ont été supprimées sous la mandature de Jean-Luc Moudenc). Il faut faire un travail autour du bien manger, et de la structuration d'une filière d'approvisionnement de la restauration collective, en produits de qualité, de saison. Par le biais de la commande publique, cela permet, aussi, de soutenir l'installation (dans un rayon de 150 km, environ, autour de Toulouse), de paysans-sannes qui soient en bio : une "ceinture nourricière".

On aimerait mettre en place des cantines de quartier, sous forme coopérative, où les personnes qui sont dans le besoin (pas seulement, d'ailleurs) pourraient venir se retrouver pour cuisiner, manger les uns avec les autres car l'alimentation n'est pas qu'une question de santé mais aussi une question culturelle, de vivre ensemble.

Anecdote de François Piquemal en tant que député : il a été invité à la Soupe des Pradettes, au gymnase, pour être jury d'un concours de soupes entre les habitants, avec 20 soupes à goûter. Il fait découvrir des recettes, c'est un moment de vivre ensemble, qu'importe les catégories sociales. Pourquoi ne pas reproduire ce type de concours dans tous les quartiers, puis organiser une finale place du Capitole.

En matière de bien manger, il y a, aussi, une sensibilisation à faire auprès des enfants : comment on compose un repas,.... On aimerait soutenir une réduction de la part carnée dans les menus, et montrer aux enfants qu'avec des protéines végétales on peut aussi bien manger.

Ne pas ignorer la question du bien être animal : supprimer les aliments qui impliquent une souffrance animale de toutes les commandes publiques (y compris réceptions, réceptions mondaines de certains élus), dont le foie gras.

En ce qui concerne un projet de sécurité sociale alimentaire, la liste LFI n'a pas chiffré les moyens qu'il faudrait mobiliser, mais il est nécessaire d'aller plus loin que l'expérimentation à petite échelle.

Question B : Alimentation de qualité et souveraineté alimentaire

En 1988 à Toulouse il y avait 200 fermes, aujourd'hui il en reste 19.

Comme indiqué précédemment, la commande publique est un levier qui peut être mobilisé très facilement en faveur d'une "ceinture nourricière".

A l'intérieur de Toulouse on peut favoriser l'installation de potagers urbains, d'espaces de maraîchage, y compris lorsqu'il y a des projets de désartificialisation du sol, ce qui doit concerner en priorité les quartiers prioritaires qui sont particulièrement sacrifiés sur ces sujets d'écologie.

Il faut, aussi, maintenir, ou reconstituer, des friches pour favoriser la vie des pollinisateurs.

On veut faire respecter le Plan zéro phyto sur l'ensemble de la ville et la métropole.

Question C : Préservation des terres agricoles et installation d'agriculteurs.

Il faut soutenir des associations comme Terre de liens, qui connaissent bien les leviers pour aider à l'installation des personnes qui ne sont pas fils-filles de paysans. De manière plus générale, il y aura un travail plus resserré avec les associations pour agir à partir de leur expertise.

Ce sera, en effet, la fin de l'austérité budgétaire pour les associations, avec un plan pluri-annuel pour pérenniser leurs financements, afin qu'elles vivent moins sur le fil.

En ce qui concerne la consommation d'espaces agricoles, on va arrêter de démolir des logements viables, d'un côté, pour faire du neuf sur des espaces vierges ailleurs, ou faire des équipements très consommateurs de surface (des parcs expo comme le MEETT). Il n'y aura pas d'argent de la municipalité pour les projets écicides (ex LGV : 4 800 ha de terres consommées).

Le secteur de Bordeblanche ou celui de Paléficat, plutôt que d'être construits ou densifiés, pourraient devenir des quartiers en pointe sur l'agriculture urbaine.

Question D

Il faudra conditionner l'attribution d'aides aux organisateurs d'évènement à leur exemplarité en la matière.

Au niveau culturel, le projet de LFI est de créer un festival par quartier. Cet événement devra intégrer aussi, bien sûr, cette exemplarité (par exemple en ayant recours à de la vaisselle d'Elémen'terre !).

Liste : Vivre mieux Toulouse

Question A Santé et lutte contre la précarité alimentaire

D'abord, il y a l'enjeu de maintenir une production agricole sur du foncier municipal et métropolitain, avec un projet phare : créer 10 fermes urbaines (sur le modèle de celle de l'Union), et d'être exemplaire sur la capacité à garder de la production agricole dans la métropole. Par exemple, défendre le projet de la ferme urbaine de Bordeblanche aux Pradettes (nous étions présents lors de la déambulation sur ce site ce week-end).

Ensuite, il y a 35 000 repas par jour fournis par la cantine centrale. Il faudrait doubler le volume de produits bio dans les repas, doubler le volume de produits d'origine locale, et proposer une alternative végétarienne par jour en cantine.

De plus, en matière de tarification sociale, il faudrait rétablir la gratuité pour les enfants des familles les plus précaires ; et instaurer, aussi, des goûters de bonne qualité nutritionnelle et gratuits.

On sait que manger de qualité en remplaçant des apports carnés par des légumineuses, peut se faire avec des budgets similaires. Mais il faut accompagner de telles évolutions, en sensibilisant au bien manger, notamment via des associations engagées dans ce domaine.

Or il y a eu, ces dernières années, -15 % en 2024, et -40 % en 2025 d'aides aux associations qui agissent dans l'éducation à l'environnement. On veut revenir au niveau des aides d'avant l'austérité de l'année dernière ; et aller vers des conventions pluriannuelles avec les associations.

Cette éducation doit se faire, aussi, pendant les temps de CLAE et après l'école.

Il faut utiliser, aussi, le levier de la commande publique, notamment en diminuant les commandes en produits agro-industriels.

La régie agricole (municipale) de Candie qui était, avant, un vrai outil de circuits courts a été transformée par l'actuelle municipalité en pur domaine viticole et outil de marketing pour faire du vin « de qualité », alors qu'une production de légumineuses pourrait y être augmentée.

On soutiendra Caissalim, les épiceries VRAC, les coopératives.

Question B : Alimentation de qualité et souveraineté alimentaire.

Il y a une bataille fondamentale à mener à Toulouse pour conserver du foncier agricole.

Jean-Luc Moudenc a vendu le foncier de la ville pour de l'artificialisation du sol à outrance. On est une des grandes villes de France avec une des plus faible densité km mais, aussi, une des villes avec le moins d'espaces verts.

Le foncier restant doit être fléché vers de l'agriculture, avec un accompagnement des porteurs de projet d'installation agricole. En termes de débouchés, il y a un potentiel local fort avec les AMAP, les marchés de plein vent.

On fait face à une crise agricole qui traduit la défiance vis-à-vis d'un certain modèle agricole, productiviste, à bout de souffle. Il faut réorienter les partenariats actuels de Toulouse qui concernent l'agriculture (notamment les contrats de réciprocité) parce qu'ils sont essentiellement favorables au type d'agriculture défendu par la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). Il faut remettre en face le modèle paysan qui est plus qualitatif ; faire revenir du monde dans la ruralité, et retisser le lien qui a été perdu, alors que France était un pays agricole.

On pourrait faire des contrats de partenariats avec le Comminges, l'Ariège, l'Aveyron pour développer davantage l'approvisionnement local.

Question C : Préservation des terres agricoles et installation d'agriculteurs.

Quand la collectivité a la maîtrise du foncier, il suffirait de sanctuariser les terres agricoles, dans le PLUiH ((Plan Local d'Urbanisme Intercommunal).

Ensuite, il faudrait les louer à tarifs très avantageux aux agriculteurs-trices (par exemple en utilisant le mécanisme de l'office foncier solidaire et du bail réel solidaire). Pour aider à l'installation, il y aurait la possibilité de salarier des agriculteurs-trices. Il y a des communes autour de Toulouse, comme l'Union qui se sont posées la question de faire ainsi. Enfin, assurer des débouchés à ces agriculteurs, notamment en créant une légumerie pour gagner en qualité nutritionnelle.

En résumé : travailler sur le foncier, les loyers, les débouchés.

Aujourd'hui il n'en reste que deux ou trois. On a artificialisé le nord toulousain notamment.

Cela rejoint la question de l'hypermétropolisation : Jean-Luc Moudenc assume le fait d'aspirer de plus en plus de monde, au détriment des villes à 1h ; cette surpopulation génère des difficultés d'accès (d'où l'enjeu d'un réseau de transport ferroviaire cadencé), des hausse des loyers, etc.

Question D : Exemplarité de la municipalité

Pour les repas du Conseil Municipal, préparés par la cantine centrale, il y a un gros problème d'exemplarité (vaisselle en carton, produits très transformés...). On pourrait plutôt

mettre en avant, dans ce genre de moment, des associations comme Elémen'terre et que la mairie se dote de vaisselle réutilisable.

On doit inciter les associations à faire de même, et que la mairie fournisse de la vaisselle pour la prêter dans ce type d'évènements.

Il y a un festival du Bien manger ; pourquoi pas mais, pour le moment, ce n'est pas un vecteur pour faire connaître ces bonnes pratiques. Il faudrait faire de la sensibilisation auprès des gens, en profiter pour expliquer l'intérêt des protéines végétales.

Table 4 « L'eau dans la ville »

Animée par Eau secours 31

Rappel des questions:

1- Aujourd'hui, nous devons faire face à des pollutions de plus en plus nombreuses et impactantes dans les eaux brutes (notamment PFAS, pesticides et métabolites de pesticides) et pouvant avoir des répercussions importantes sur la santé

Comment appréhendez-vous cette question, comment comptez-vous agir ?

2- Nous sommes et serons de plus en plus confrontés dans les années à venir à une raréfaction de l'eau disponible pour l'ensemble de ses usages ? Dès à présent, notre ville manquerait cruellement d'eau en été s'il n'existait pas un important dispositif du soutien d'étiage de la Garonne notamment grâce à des lâchers d'eau depuis les barrages hydro-électriques des Pyrénées.

Comment comptez-vous agir sur ce sujet ?

Vous avez parlé de baisse de la consommation, pensez-vous que la tarification peut être un levier ...et nous nous permettons une question précise

Êtes-vous favorable à une tarification progressive de l'eau qui permettrait (entre autres) de garantir l'accès à l'eau vitale pour tous et de fixer des objectifs de baisse de la consommation globale ?

3- Actuellement la gestion de l'eau potable et de l'assainissement a été déléguée à des entreprises privées Veolia et Suez et leurs filiales ad hoc SETOM et ASTEO. Les contrats signés arrivent à échéance en 2032; c'est donc lors de ce mandat à venir que doit être envisagée la suite et que le choix entre régie publique et DSP sera à nouveau posé.

Comment envisagez-vous de préparer cette échéance ?

4- Nous savons aujourd'hui que l'imperméabilisation des sols à l'échelle d'une métropole comme la nôtre a un impact important dans le dérèglement et l'accélération des cycles de l'eau, avec des répercussions importantes sur l'augmentation des températures et les capacités d'évapotranspiration des plantes.

Comment comptez-vous combattre cette imperméabilisation et favoriser l'infiltration des eaux dans les sols, sur l'ensemble des quartiers ?

5- Associer les habitant·es, tout à la fois usager·es de l'eau et citoyen·nes, à la gestion de l'eau est aujourd'hui un enjeu premier, à la fois démocratique et opérationnel.

Dans ce cadre, comment envisagez-vous une gouvernance mieux partagée de l'eau, incluant par exemple la création d'un observatoire citoyen ?

Quelles seraient vos propositions concrètes pour renforcer la participation citoyenne et la transparence dans ce domaine ?

Liste F. Briançon de Vivre Mieux - présent.es Hélène Cabanes et Maxime Letexier

1. *Faire face aux pollutions*

Le premier axe de leur liste est le retour en régie publique de l'eau pour pouvoir faire des analyses.

Besoin d'un contrôle citoyen. Il faut laisser la place aux citoyens dans le contrôle de la quantité et de la qualité de l'eau.

Ils se posent la question : Est-on capable de détecter les PFAS ? Un recensement est nécessaire en premier lieu. Il faut rechercher les types de polluants qui n'ont pas été recherchés jusqu'à maintenant.

2. *Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification*

La population toulousaine diminue sa consommation d'eau depuis plusieurs années malgré une population qui augmente, c'est un point positif.

Il faut revenir en régie publique pour maîtriser cette consommation, jusqu'à maintenant déléguée au privé.

La tarification saisonnière n'a pas fait ses preuves, il faut donc se diriger vers un système de tarification solidaire avec les premiers mètres gratuits. En parallèle, il est nécessaire d'avoir une sensibilisation auprès des populations.

VEOLIA a misé sur une augmentation de la consommation d'eau !!! Il y a donc un intérêt pour la régie publique, qui peut être une agence de la sobriété et orienter la politique publique vers la baisse de consommation et la sensibilisation.

3. *Préparer choix Régie ou DSP*

Il est nécessaire selon eux de se préparer pour des raisons juridiques et financières. Ils souhaitent décortiquer les contrats passés avec VEOLIA etc., qui sont très bien rédigés juridiquement.

Il vaut mieux attendre la fin d'un contrat plutôt que de le rompre.

En attendant 2032, il faut préparer le retour en régie publique, penser à garder les personnes qui sont capables d'assurer cette régie publique (et qui pouvaient être dans le privé) qui ont les compétences et les savoir-faire.

Il est primordial de revenir en régie publique, et ils en sont en capacité.

4. *Désimperméabilisation*

Ils ont la volonté de déployer un plan de sols vivants donc désimperméabiliser, débitumer les parkings, les écoles, tous les lieux où ils sont en capacité de le faire.

Il y a selon eux un besoin de retenir l'eau, avec des arbres de pleine terre qui serviront également pendant les canicules avec des coins d'ombre.

Ils envisagent de désimperméabiliser 300 000 mètres carré de territoire, sans que ce soit reporter ailleurs.

Ils souhaitent récupérer l'eau de pluie, notamment dans les écoles et par exemple, expliquer ce cycle de l'eau aux enfants.

5. Associer les usagers/citoyens

La régie publique permet plus de liberté et donc d'associer les usagers et les associations environnementales dans les décisions. L'objectif est d'impliquer le plus possible les usagers.

Il y a déjà des instances existantes. Ils pensent possible de renforcer le dialogue et faire en sorte que chacun puisse s'exprimer sur l'enjeu de l'eau.

Il y a un besoin d'une collaboration et concertation avec les citoyens.

Créer une convention citoyenne (sur les différents enjeux) afin de poser les bases d'un comité d'usagers choisis au sort, ce qui permettrait plus de transparence.

(nb, les candidat.es ont répondu de façon concise aux questions préparées- d'autres questions ont été posées ou précisées)

6 - Question sur prendre en compte les agriculteurs

Besoin de conventions de partenariats avec le bassin versant sur des pratiques économes en eau et pour moins de pesticides/pollution afin de leur garantir un débouché dans le secteur.

Ils souhaitent mettre en place 10 fermes urbaines afin d'éviter les pollutions sur notre territoire.

Ils souhaitent présenter d'autres modèles d'agriculture (pour se soustraire aux méga-bassines), des agricultures plus paysannes et plus sobres en matière d'utilisation d'eau.

7 - Comment réduire les problèmes à la source et les PFAS, et faire en sorte que les usagers ne paient pas pour cette pollution/réparation ?

Pour lutter contre la problématique des PFAS, il faut revenir en régie publique pour avoir la main sur ce qu'il se passe et se fait, ne pas avoir de multinationales qui ne sont pas toujours transparentes sur ce qu'il se passe et les résultats.

Besoin d'éléments publics d'éducation.

Gestion des CLAE, qui peuvent être un lieu avec des ateliers de sensibilisation aux enfants et les informer sur l'environnement.

8- Est-ce possible d'intervenir en amont ?

Au courant des gravières et particulièrement dangereux car peut polluer la Garonne

Contrats de coopération avec territoires au-delà de la métropole

Ce n'est pas envisagé encore dans le programme mais possible avec d'autres communes sur la qualité de l'eau

Des instances (conseil d'administration) dont la métropole ne se saisit pas, alors qu'on pourrait les utiliser

9- votre avis sur les industries polluantes ?

Projet d'installation d'une usine paracétamol sur l'île du Ramier (de paracétamol). Il ne faut pas remettre d'industrie auprès de la Garonne et plutôt trouver des friches industrielles proches de la métropole.

(nb, par souci d'équité, cette question a été intégrée pour les autres candidats)

NPA Révolutionnaires- Présent.es Guillaume Scali et Laura Milan

1. Faire face aux pollutions

La pollution de l'eau est un vrai problème mais les PFAS ne touchent pas qu'à travers l'eau mais aussi les travailleurs, dans les usines où ils sont produits. La pollution industrielle qui se diffuse dans notre environnement de vie est donc un vrai sujet (notamment sur la santé).

2- Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

Ils ne pensent pas que la métropole puisse faire quoi que ce soit contre la raréfaction, c'est le changement climatique.

Concrètement, que devons-nous faire ? Selon eux, on ne devrait pas pouvoir spéculer sur l'eau ni la vendre mais elle devrait être accessible à hauteur de nos besoins. Comment répartit-on et faisons-nous usage de l'eau.

Les grandes industries se permettent de se l'approprier et de la revendre dans des bouteilles empoisonnées. Il faut donc lutter contre ces grandes entreprises qui dirigent la société et le capitalisme qui dirige pour le profit. Les entreprises trouvent des solutions technologiques pour le dessalement de l'eau et nous la faire payer.

Il faudrait donc la gratuité et le libre accès à l'eau, et pas de tarifications.

Ils sont cependant d'accord avec une tarification qui augmente car cela remet de l'égalité dans ce système.

Ce que la municipalité peut mettre en place est tout ce qui incite à la culture, à une meilleure compréhension des enjeux, et à pointer du doigt les vrais responsables.

3. Préparer choix DSP ou régie

La question de la mise en concurrence et la privatisation des services ne concernent pas que l'eau mais aussi les transports publics etc... Avec des appels d'offre au minimum.

Il faut selon eux, armer les travailleurs de ces régies, qui sont aujourd'hui dans le privé et leur dire qu'il y a des dangers dans leur conditions de travail.

Ce n'est aussi pas parce qu'un service est public qu'il est de qualité. Ils ne veulent pas faire de grandes promesses car le changement de patron n'est pas forcément pour le bénéfice des travailleurs ni des usagers. Les travailleurs sont d'ailleurs les premiers à pouvoir prévenir des dangers, de ce qu'ils voient.

4 .Désimperméabilisation

Désimperméabiliser les sols est possible, cependant cela ne restaure pas tout de suite les sols. Il faut pour eux, consulter les habitants. Mieux penser les projets en écoutant les travailleurs qui savent ce qu'il y a de mieux pour eux et consulter les habitants.

Les projets des autres candidats visent surtout à rendre la ville attractive. Il s'agit du raisonnement politique que de rendre la ville attractive, pas de répondre aux besoins de la population mais de rendre la ville chic, de « faire du business » et du chantage à l'emploi car une ville attractive crée l'emploi ?

Il y a un besoin de s'extraire pour dire que le travail appartient aux travailleurs et leur savoir-faire...

?

5. Associer les usagers/citoyens

Leur message est que c'est aux travailleurs de tout décider, qu'ils soient avec ou sans emploi, au chômage, à la retraite. Les travailleurs, selon eux, sont ceux qui n'ont pas le luxe de vivre de ce qu'ils ont reçu (en héritage ?)

Cela pose une question démocratique, « qui décide ? ».

Ils ne sont pas pour une gouvernance partagée mais une vraie démocratie débarrassée de la pression à l'emploi.

J.L Moudenc de Protéger l'Avenir – Présents Maxime Boyer et Clément Riquet

1. *Faire face aux pollutions*

Ils ont, durant leur précédent mandat, investis pour filtrer l'eau et sont en avance par rapport aux normes.

Avant d'être des élus, ils sont aussi des consommateurs d'eau. Il s'agit pour eux d'un enjeu public.

Pour les installations d'entreprises, comme l'usine pharmaceutique sur l'île du Ramier, ou d'autres porteurs de projets, ils les accompagneront mais resteront vigilants.

2. *Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification*

Il s'agit d'un sujet important lié aux questions de voirie. Leurs projets de voirie sont refaits. Il y a de nouveaux outils qui permettent de préserver notre ressource en eau.

Ils ont désimperméabilisé plusieurs centaines de mètres carré, développés à l'échelle de la ville et il est nécessaire selon eux de le généraliser autant que possible.

En ce qui concerne la tarification, elle est aujourd'hui saisonnière. Dans leur potentiel mandat, ils souhaitent sensibiliser les usagers d'eau de la métropole mais aussi dire aux communes en amont ou en aval que la question de l'eau est importante en métropole et qu'ils sont prêts à faire des changements.

Selon eux, on ne peut pas encore passer à une tarification progressive.

3. *Préparer choix DSP ou régie*

Ils ne posent pas d'aprioris de départ en disant que la régie publique sera forcément mieux ou l'inverse. Si les choses restent dans l'état où elles sont avec un service rendu acceptable, ils envisagent de poursuivre dans la même voie mais garderont un œil sur l'évolution de cette gestion privée dans les prochaines années.

Conclusion, ils ne comptent pas vraiment revenir à une régie publique.

4. *Désimperméabilisation*

Ils souhaitent tenter de continuer de développer les voiries de Stockholm, le REV Réseau Express

Vélo, avec des pistes cyclables avec un matériau absorbant. Ils remettent question le projet de mettre l'axe près du réseau de l'Hers car cela le perméabilise.

Ils ont pour projet un Plan 100 000 arbres. Le but est de tripler le nombre de plantation d'arbres, préserver les arbres existants. D'ici 2050, ils espèrent planter 270 000 arbres et désimperméabiliser 13 km carré.

La désimperméabilisation est une action qui est déjà en cours.

Ils souhaitent mettre en place des cours d'école oasis, également changer la couleur de certains éléments (sols par exemple) pour rafraichir la ville.

Ils souhaitent continuer à développer les rues jardins. Ils retravaillent le gabarit des rues et plantent des espèces. Ils veulent développer ce projet à tous les quartiers de Toulouse avec une place pour la voiture qui se réduit (déjà 200 places de parking en moins ? Pas sûre du chiffre).

Ils souhaitent des rues plus accessibles et ouvertes à d'autres usages, que la voiture.

Leur conclusion est qu'ils accumulent petits et grands projets.

5. Associer les usagers/citoyens

Le fait d'impliquer les citoyens est déjà quelque chose de fait car ils ont toujours cherché l'avis des habitants, les associations de quartier pour leurs projets.

Un autre aspect écologique qu'ils abordent est que, au cours de ce mandat, ils ont mis en place « Les Idées de Mon Quartier », pour donner la parole aux habitants, les sensibiliser sur les projets écologiques pour savoir ce qu'ils souhaitent faire. Ils ont dépensé pour ce projet 2 fois 8 millions

(pour par exemple : la plantation d'arbres, la création de pistes cyclables) afin de rétablir un lien politique avec l'échelle locale et les habitants.

Ils ont également précisé (je crois par rapport à la création d'une école de l'eau) qu'il y a déjà d'autres instances existantes, telles que le Conseil Scientifique dans laquelle la thématique de l'eau peut être intégrée.

Nouvel Air – Présents Lambert Meilhac et Ségolène Hericher

1. Faire face aux pollutions

Le plus urgent pour eux, c'est le curatif. Il faut donc améliorer les systèmes de filtration et d'assainissement à la sortie. Il est essentiel d'avoir des moyens de détection et de filtration mais le plus important à long terme, est d'encourager de nouvelles pratiques agricoles. Une grande partie des polluants que l'on trouve dans l'eau sont liés à l'agriculture. Il faut donc changer les pratiques agricoles, qui demanderaient moins d'eau et moins de pesticides, afin de régler les problèmes à la source.

Ils souhaitent ainsi créer des zones tampons, sur toute la Garonne.

Ils sont les seuls à oser porter l'idée qu'il faut augmenter le prix de l'eau. On paye moins cher l'eau qu'une box internet. Il est nécessaire de sensibiliser les consommateurs et générer un trésor public pour augmenter les financements de l'agence de l'eau.

2. Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

Il faut donc un changement de la pratique agricole. Si l'on passe par de l'agriculture de conservation, les sols auront davantage des rôles d'éponges et l'on réduirait les sécheresses.

L'objectif est de lutter contre la perte de terres arables.

Il faut aussi accompagner les particuliers pour les inciter à consommer moins. Il faut former les citoyens et les accompagner dans leurs usages.

Concernant la tarification progressive, elle pourrait permettre à chacun de s'alimenter, se laver à un tarif accessible pour tous, tout en ayant un tarif plus élevé pour ceux qui ont une consommation excessive et inutile.

3. Préparer choix DSP ou régie

Ils n'ont pas de préférence a priori. Ils ont essayé de se renseigner sur les villes en DSP et en régie publique mais ils n'ont pas relevé de différence majeure.

Le fait d'être en régie municipale permettrait une gouvernance citoyenne mais les entreprises disposent de moyens et de brevets qui permettent d'accéder à une technologie plus avancée pour une meilleure filtration des polluants...

Ils ne rejettent pas la DSP mais si cette dernière continue, ils exigeront plus de transparence sur les coûts et la qualité, ce qui est aujourd'hui reproché par la Cour régionale des comptes.

4. Désimperméabilisation

Ils ont acté que la ville doit arrêter de s'étendre. Il semblerait que tout parti s'accorde à dire qu'il est important que l'eau pénètre.

Ils prônent l'efficacité des dépenses publiques. Où est-il le plus utile de mettre 1 million d'euro ?

Ils pensent qu'il faut investir dans l'agriculture. Que les terres agricoles deviennent des éponges et qu'il faut donc transformer l'agriculture.

Le but est également d'imperméabiliser le moins possible.

Des choses ont commencé à être mis en place : des espaces verts, des cours d'école oasis. Ils sont cependant limités par la structure actuelle de la ville.

Il faut donc intégrer ces enjeux dans la démarche générale d'urbanisation et vérifier dans chaque projet si cela fait sens de laisser de la terre plutôt que d'artificialiser.

Question : Concrètement pour la transition des agricultures ?

Au sein de la direction de l'écologie et de l'environnement, ils manquent cruellement de financements. Ils dépenseront moins dans la mobilité, pas de gros travaux car cela ne sert à rien de faire un métro à 3 milliards d'euros mais encourageront davantage les transitions (avec Terre de Lien etc...)

5. Associer les usagers/citoyens

La convention citoyenne sur le climat a montré que n'importe qui pouvait produire des recommandations intéressantes. Il faut donc une meilleure conscientisation sur les enjeux de l'eau.

L'éducation et la sensibilisation des enfants est primordiale, car ils ramènent chez eux des Pratiques apprises à l'école. Il faut donc des interventions périscolaires.

Si la DSP est reproduite, la transparence sera très importante.

Question : un avis sur l'usine de paracétamol sur l'île du Ramier ?

Ils entendent qu'il y a un débat mais ils ont des connaissances et une expertise limitée sur la question. Ils n'ont pas d'opposition car il s'agit d'un avantage économique mais se posent la question « comment s'assure-t-on que cela se fasse en respectant l'environnement ? ».

En tant qu'élus, ils observeront les permis de construire.

Ils n'ont cependant pas de compétences pour savoir comment ils vont filtrer l'eau.

Par rapport à l'École de l'eau, ils sont pour mais cela dépend de comment elle est envisagée. Il faut qu'elle soit mobile pour aller là où les gens sont. Et l'enjeu est de former ceux qui n'ont aucune idée de la question, pas ceux qui s'y intéressent déjà. Cela pourrait

également faire partie des activités scolaires, extra-scolaires qu'ils veulent promouvoir dans leur programme.

Il faut garantir l'accès à l'eau pour les plus précaires. Cela est nécessaire, ils pensent qu'on ne devrait pas avoir peur d'avoir soif en plein été.

Lutte Ouvrière – Présents Jean Pierre Sertillange et Olivier Le Penven

1. Faire face aux pollutions

La question principale selon eux est « qui doit payer ? ». Ils sont conscients qu'il y a un énorme problème de pollution car il n'y a pas de rénovation ou d'entretien. Mais le problème selon eux est que ce ne soit pas les pollueurs qui paient, car la pollution n'est pas leur problème. Ils demandent ensuite aux usagers de payer. C'est un problème qu'il faudra dénoncer.

2-Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

Leur raison d'être en tant qu'organisation politique, ce n'est pas de faire croire que s'ils sont élus, ils pourront alors résoudre par leur seule présence les contradictions pointées. Il existe encore une dépendance aux profits des multinationales.

Pour eux, les associations de citoyens, de la population jouent un rôle important. C'est ce qui fondait leur action. Ils s'appuieraient sur l'expertise, les constats des lanceurs d'alerte, des associations

Le problème de l'eau n'est pas un problème toulousain mais français. Il n'y a qu'à voir l'état des océans avec le plastique, et les PFAS sont partout.

Le message qu'ils veulent faire passer est qu'ils ne veulent pas faire de promesses qu'un maire, même très bien disposé, ne pourrait pas tenir. Ils n'ont pas les moyens de s'en prendre au mur de l'argent.

Concernant la tarification progressive, ils n'y sont pas opposés parce qu'ils souhaitent que les plus gros consommateurs paient plus. Cependant, il existe plein de lois qui sont censées imposer des restrictions ou de la modération aux industriels et ceux-ci s'assoient dessus. Il y a donc toujours une question de rapport de force.

Donc sur le principe, ils sont d'accord pour une tarification en fonction de la capacité financière des ménages (ils sont également favorables à une TVA progressive, en accord avec le revenu de chacun). Mais ils posent la question « croyez-vous vraiment qu'un maire va imposer à une industrie de faire une telle chose ? ».

3. Préparer choix DSP ou régie

Ils pensent que tout devrait être un service public, même les banques. Ils citent un exemple : en Espagne, ils ont fait un embargo sur les livraisons d'armes israéliennes. Airbus, dont le candidat qui parle est un employé, a exigé de lever l'embargo, sans quoi l'usine allait être délocalisée. Cela prouve selon eux que les entreprises privées font du chantage et imposent ce qu'elles veulent. Ils ne sont donc pas pour déléguer les services à des entreprises privées ? Il faut qu'il y ait un contrôle.

4. Désimperméabilisation

Note : ils ne connaissent pas le mot « désimperméabilisation ».

Ils citent d'abord un exemple : tout le pire de ce qui pouvait être fait a été fait à Borderouge. Tout y a été bétonné. Le comité de quartier a donc avancé l'idée qu'il faudrait plus de

végétation. La mairie a donc, vite fait avant les élections, planté quelques arbres, cependant personne ne sait combien de temps ces arbres vont durer avec la sécheresse.

C'est l'illustration de ce que font les élus actuellement, la démagogie dont ils peuvent faire preuve. L'un d'entre eux a lui-même été à l'origine de cette imperméabilisation et des promoteurs, qui décident à la fin, même si la population proteste.

Conclusion, les maires n'ont pas vraiment de pouvoir sur ce point-là, car les décisions peuvent être cassées par le préfet.

5. Associer les usagers/citoyens

Ils insistent tout d'abord sur le fait qu'ils ne parlent pas de citoyens. Il n'y a selon eux pas de points communs entre les travailleurs et les ultra-riches donc pour eux, il faut faire la différence et parler de travailleurs.

Ils sont pour des observatoires de tout (notamment des trésoreries des grandes entreprises).

Que tout soit sous la surveillance de la population.

Ce qu'ils disent « Pouvoir de décision passe des mains d'une minorité d'exploiteurs qui mettent la planète à feu et à sang pour être dans les mains de ceux qui se lèvent le matin » pour travailler.

Ils veulent que ce soient les travailleurs qui aient un pouvoir de décision.

Liste F. Piquemal de Demain Toulouse – Présent.es François Piquemal et Alice Cohen

1. Faire face aux pollutions

En ce qui concerne l'eau le passage en régie publique est un pan important de notre programme et c'est un enjeu pour lutter efficacement contre les pollutions : ne pas laisser les mains libres au privé qui veulent vendre leurs méthodes de traitement

La présence de PFAS, polluants doit être une question prioritaire, un enjeu de santé et d'écologie majeur qui doit être pris en charge par les services publics et par le pouvoir citoyen.

Une régie publique permet une gouvernance dirigée par les besoins des populations et non par les désirs de profits des entreprises privées.

Le traitement en amont de l'eau passe par des contrats avec d'autres collectivités. Il y aura des discussions avec les collectivités concernées. Il faudra de la diplomatie mais aussi de la radicalité avec des pratiques que l'on ne peut plus laisser passer. De plus, il y a un poids politique fort et nécessaire de la part de Toulouse, qui est l'une des plus grandes villes de France et doit être un exemple/modèle pour les populations en aval, ainsi que leur montrer du respect en traitant des questions de l'eau en amont.

2. Raréfaction de l'eau- Diminuer la consommation – tarification

C'est quelque chose de global. Toutes les décisions politiques aujourd'hui amènent à accélérer le réchauffement climatique. À l'échelle de Toulouse, il y a un besoin d'être exemplaire.

C'est une région très agricole, la question de l'agriculture et d'un juste partage de l'eau est essentiel.

Pour la politique d'approvisionnement pour la commande publique de Toulouse, ils souhaitent favoriser des fermes écologiques avec également des contrats pérennes avec

des fermes à moins de 150km de Toulouse qui pratiquent une agriculture écologique. Ils souhaitent également par ce marché réduire la part carnée dans l'alimentation collective. Ils sont d'accord pour une tarification sociale/progressive.

3. Préparer choix DSP ou régie

Gouvernance démocratique nécessaire, et que les citoyens puissent avoir accès à tous les contrats établis dans le passé.

Une décision prise en concertation avec les associations.

Ils ne souhaitent pas casser le contrat mais se préparer à sa fin.

Il y a énormément de choses à faire avant la fin du contrat (formation, structuration de la régie, informer et former les citoyens, concerter les associations expertes à ces sujets...)

Question : Seriez-vous capable de faire des audits sur les pratiques, la gestion ? Oui il faut le faire pour préparer la prise de relais. Ils souhaitent également faire un audit par quartier sur la question des sols, de l'air, de l'eau et du climat afin que les citoyens s'y rendent avec leur expertise d'usage.

4. Désimperméabilisation

Ils souhaitent zéro artificialisation nette pour 2050 ainsi que favoriser la désimperméabilisation en priorité dans les quartiers populaires.

-> Végétalisation des cours d'école pour une meilleure qualité de vie des enfants, retirer des places de parkings et surtout, dans tous les nouveaux projets : une imposition de 20% de surface non imperméabilisée, éco-aménageable avec un objectif de 50 hectares de renaturalisation

-> appel à projet BTP

Programme de re-végétalisation ainsi que pour la question des polinisateurs : mettre des friches

Tous les projets qui prévoient l'artificialisation des sols ne sont plus possibles, ils souhaitent être cohérents sur cette question. Ils souhaitent mettre en place une politique zéro projet écocide.

Sur la question des gravières, c'est une question de discussion avec les autres collectivités, une question démocratique avec de nombreux citoyens qui luttent contre ces projets écocides imposés à la population. Il faut donc en discuter avec les collectivités concernées et s'appuyer et soutenir les citoyens en lutte. Besoin d'une synergie avec les collectivités en invitant à la table les habitants en lutte.

5. Associer les usagers/citoyens

Pour eux, il y a un enjeu de formation dès le plus jeune âge dans les écoles, durant les temps périscolaires.

Ils veulent profiter de ces temps pour que les animateurs, formés par la municipalité, puissent éduquer les enfants, également accompagnés d'experts. Ils pensent aussi à mettre en place des potagers dans les cours re-végétalisées.

Il est essentiel de former les agents et les élus en premier lieu à ces questions.

Ils souhaitent expérimenter avec des balades naturalistes à partir des coopératives de quartier, notamment dans les friches avec de la biodiversité, afin d'apprendre à connaître son environnement. Il est nécessaire que les habitants recréent un lien avec ce qu'est l'eau dans leur quartier.

Coopérative de quartier : pouvoir politique des habitants avec, à disposition, des lieux auto-gérés, des initiatives de la part des associations en accord et validé par les habitants du quartier pour la mise en place de projets.

Création de cantines de quartier, des cantines populaires. On touche donc à l'alimentation : ils souhaitent également mettre en place des potagers dans les quartiers, ce qui touche à la gestion de l'eau.

En ce qui concerne l'usine de paracétamol, ils ont envoyé un courrier détaillé sur la question.

Table 5 : Urbanisme : habitat, énergie, végétalisation, continuités écologiques

Table animée par Toulouse en Transition, Partageons les Jardins et Le groupe des shifters toulousains

Réponses classées par liste

1. Réponses candidat.es : Demain Toulouse

(F . Piquemal et Alice Cohen)

3. Comme écrit dans le diagnostic du PCAET, sur le territoire de Toulouse Métropole, le potentiel de réduction d'énergie le plus important se trouve dans le secteur résidentiel. Une rénovation Facteur 4 de tout le parc permettrait d'économiser environ 2 700 000 MWh.

Question : Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments, qu'ils soient publics, en copropriété ou individuels ?

- **Réponses candidat.es 1 : Demain Toulouse (F . Piquemal et Alice Cohen)**
*Remerciements pour l'invitation. Rénovation thermique phonique pour 2040 : 0 passoires thermiques et phoniques. Limite : le gouvernement ne nous aidera pas, budgets en baisse pour les collectivités territoriales.
Besoin d'un gouvernement volontariste
Audit du parc privé et public Toulouse
Passage de 4000 à 8000 logements indignes sous Moudenc
Généraliser le « permis de louer » à toute la ville
Parc public on aura une prise directe objectif : reconstruction et réhabilitation 4000 logements par an sur 6 ans.*

Notes Arnaud

Cela passera par la rénovation thermique et phonique des bâtiments avec l'objectif 0 passoire thermique et phonique à Toulouse en 2040. Cela imposera des investissements majeurs même si le budget national adopté ne semble pas permettre de se donner les moyens de telles ambitions. Le besoin d'un gouvernement volontariste en la matière a été soulevé.

Un grand plan d'audit du diagnostic de performance énergétique du parc privé et public est prévu afin de penser les actions futures.

Sous la précédente mandature, les logements privés dits « indignes » ont été doublé. En ce sens, il sera permis de louer à certaines conditions dans le respect du DPE.

Concernant le parc public, la municipalité a une prise directe via Toulouse Métropole Habitat (TMH). L'objectif est de construire ou réhabiliter 4 000 logements par an sur les 6 années à venir.

4. 46% de la consommation énergétique du bâtiment (tertiaire et résidentiel) correspond à des énergies fossiles. (source diagnostic PCAET)

Question : Comment Toulouse et Toulouse Métropole s'engagent à accompagner les habitants pour aller vers une réduction de leur consommation d'énergie carbonée dans tous leurs usages ?

● **Réponses candidat.es 1 : Demain Toulouse (F. Piquemal et Alice Cohen)**

*Lancer des études sur la géothermie en complément du réseau de chaleur
Sobriété, réduction CO₂, ça accompagne la question 1.*

EX : modèle de planification écologique

Mirail : destruction non justifiée de logements alors qu'on aurait pu les rénover.

Le pbl n'est pas résolu.

Taux carbone très élevé quand il y a destruction, gâchis humain aussi. Préférable de faire de la rénovation. Nouvelles sources d'énergie plus économes solliciteront des associations...

Notes Arnaud

Une étude sur le développement de la géothermie à Toulouse et la Métropole sera conduite afin de savoir si de tels dispositifs peuvent être mis en place en complément du réseau de chaleur existant (incinérateur du Mirail).

La réduction de la consommation d'énergie carbonée sera permise par l'accompagnement à la rénovation des bâtiments. Une logique de rénovation plutôt que de démolition-reconstruction est à privilégier. Pour cela, la liste souhaite s'appuyer sur une politique volontariste, en lien avec les associations et les collectifs existants.

Il a été souligné qu'une partie de la consommation d'énergie carbonée est due aux transports et que ce point-là serait abordé sur la table dédiée.

5. En ville, les espaces de nature (espaces verts, jardins publics, jardins collectifs, exploitations agricoles) représentent des îlots de fraîcheur qui participent au bien-être et à la santé physique et mentale des habitant.es. Le Plan d'Aménagement et de Développement durable du PLUi-H de Toulouse Métropole, entré en vigueur fin janvier 2026, souhaite faciliter l'accès de toutes et tous à ces espaces de nature.

Question : Comment comptez-vous favoriser l'accès de toutes et tous à des espaces de nature en ville ?

● **Réponses candidat.es 1 : Demain Toulouse** (F . Piquemal et Alice Cohen)

Stopper ce qui est fait actuellement : 100 000 arbres.

On arrête de couper des arbres et le greenwashing.

Replanter, mais ça ne doit pas reposer que sur la volonté des habitants et des asso.

La puissance publique doit être volontariste.

Parc et piscines

Ex : hippodrome de la Cèpière ouvert que 45 jours par an dans l'actuelle convention d'occupation avec la mairie, cela doit être renégocié.

Nous proposons : parc et piscines et jardins partagés à la Cèpière.

Nous avons co-construit avec Karim Layani (paysagiste, urbaniste) le projet, il a aussi travaillé avec La voie est libre pour un contre-projet à l'A69.

Être proactif

À moins de 15 min dans chaque quartier : un point d'eau et un espace public climatisé et un parc fraîcheur.

Îlots de fraîcheur pour chaque habitant

Notes Arnaud

Premièrement, stopper ce qui est fait actuellement par la municipalité (Plan 100 000 arbres).

La liste souhaite procéder à un verdissement généralisé de la ville sans le faire reposer sur les habitants. Elle indique que c'est à la puissance publique d'avoir des ambitions à l'image du grand plan Piscine. La ville de Toulouse manque d'espaces d'eau et d'espaces de nature (parcs, jardins collectifs, espaces verts). Le projet de transformation de l'hippodrome de la Cèpière a été présenté.

Actuellement sous convention d'occupation, ce grand projet présenté comme d'intérêt public, comprendrait des jardins potagers, des arbres, des piscines, des infrastructures sportives et serait ouvert tout au long de l'année contre 45 jours actuellement.

Il est aussi proposé de mettre à disposition un point d'eau et de fraîcheur (piscine, fontaine à eau, salle climatisée, parc fraîcheur) à moins de 15 min de chaque habitant.e de Toulouse.

D'après le CNES, la population de la métropole toulousaine augmente de 20 000 personnes par an. Cela pose la question de l'accueil et du logement de ces populations, difficilement conciliables avec la préservation des espaces naturels et agricoles.

Question : Comment conciliez-vous la préservation des espaces naturels et agricoles avec les besoins en logements auxquels Toulouse et sa métropole sont confrontés ?

● **Réponses candidat.es 1 : Demain Toulouse** (F . Piquemal et Alice Cohen)

Nouveaux habitants sortit de La mythologie CAME (Compétitivité, Attractivité, .

Métropolisation, Excellence): comment s'en désintoxiquer? Travaux de 2

chercheurs : Olivier Bouba-Olga, Michel Grossetti. Plutôt la Démétropolisation

Emplois transports qui permettent de vivre hors de la métropole. À moyen et long terme

*Problématique de logement due à l'arrivée massive de nouveaux habitants
La paradoxe c'est que 2000 familles partent de Toulouse faute de pouvoir se
loger.*

Les coopératives de quartier

*Déconcentration de la population. Repeupler les villes moyennes dans le Tarn et
l'Ariège. Désenclaver sans A 69*

Notes Arnaud

En construisant la ville sur elle-même, en s'appuyant sur des coopératives de
quartiers qui regrouperaient citoyen·nes et associations locales. Ces lieux de
réflexion et de formation seraient décisionnaires sur les équipements et
infrastructures mis en place à l'échelle d'un quartier.

L'ambition affichée est d'aller vers la démétropolisation à moyen et long terme, en
arrétant de soutenir des projets écocides. Des règles pour éviter le « tout
bétonné » ont été présentées :

3. Tout nouveau projet devra comprendre 20% de sa surface non
imperméabilisée
4. Un moratoire sur les coupes d'arbres en ville pour éviter la suppression de
végétaux qui existent déjà.

5 Climadiag commune donne pour Toulouse une augmentation de 30 nuits chaudes en moyenne en 2050 (aujourd'hui il y a environ 13 nuits chaudes par an)
--

Question : Outre créer des espaces de nature, quelles actions concrètes allez vous mettre en oeuvre pour ramener de la fraîcheur en ville et réduire la différence de température entre le centre-ville et la périphérie à moins de 3°C ?
--

● **Réponses candidat.es 1 : Demain Toulouse** (F . Piquemal et Alice Cohen)

Règles de végétalisation à mettre en place pour éviter le bétonnage

Moratoire sur la coupe arbres en ville

*Ex de Barcelone : superficie de la voiture très réduite, espaces pour la sociabilité
et la rencontre.*

L'Écologie c'est l'humain d'abord

Cohérents sur le local et national

*La LGV, c'est non, artificialisation. Avec 600 millions d'euros, on pourra faire bcp
de choses.*

*On doit étudier : les habitants ont souvent la solution. Via les coopératives de
quartier, incluant les habitants, comité de quartiers et asso*

Formation, réflexion et contrepouvoirs politiques

Planification urbaine

Urbaisme plus inclusif pour les femmes les enfants et les handicapés

Notes Arnaud

Limiter la place de la voiture en s'inspirant de ce qui se fait ailleurs (Barcelone).

Deux grands angles d'action : la planification écologique et l'entretien du lien
social dans les villes. Là encore, les coopératives de quartier apparaissent

comme un levier pour penser la ville de demain pour aboutir à une réelle planification urbaine, conciliant écologie et inclusion.

2. Réponses candidat.es : Vivre mieux – Briançon (Helene Cabanes et Maxime le Texier)

1. Comme écrit dans le diagnostic du PCAET, sur le territoire de Toulouse Métropole, le potentiel de réduction d'énergie le plus important se trouve dans le secteur résidentiel. Une rénovation Facteur 4 de tout le parc permettrait d'économiser environ 2 700 000 MWh.

Question : Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments, qu'ils soient publics, en copropriété ou individuels ?

- **Réponse candidat.e 2 Vivre mieux – Briançon**

Plan de rénovation des écoles pour plus de confort hiver, c'est le 1^{er} levier.

Plus complexes les copro privés la rénovation se fera sur 7 ou 8 ans

La maison de l'énergie est un bon outil.

30 000 bâtiments à renouveler sur le mandat,

Ca pourrait produire un effet pervers : surconsommation, on se chauffe plus

Éducation à la sobriété énergétique via les CLAE

Mettre les moyens et aider les propriétaires

Notes Arnaud

Le bâti public (600) constitue un levier important. Un plan de rénovation des bâtiments municipaux, notamment des écoles, a été évoqué.

Concernant le bâti privé, comprenant notamment les copropriétés, le caractère long de la rénovation a été souligné. Le PCAET affirme l'ambition de 7500 logements rénovés sur trois ans. Un objectif pas assez ambitieux. L'ambition de 30 000 bâtiments rénovés sur le mandat a été présentée. Cela s'accompagnerait d'une éducation à la sobriété énergétique auprès du grand public.

2. 46% de la consommation énergétique du bâtiment (tertiaire et résidentiel) correspond à des énergies fossiles. (source diagnostic PCAET)

Question : Comment Toulouse et Toulouse Métropole s'engagent à accompagner les habitants pour aller vers une réduction de leur consommation d'énergie carbonée dans tous leurs usages ?

- **Réponse candidat.e 2 Vivre mieux – Briançon**

Gros échec de Moudenc : moins de 40 % des gaz à effet de serre, trajectoire promise : 9 %

Il faut agir sur 2 leviers : bâtiments et transports, la voiture individuelle

Développement transports en commun avec un choc d'offres

Plus d'infrastructures cyclables avec des investissements dans la voirie vélo

Très complexe sur une métropole.

Il faut annoncer des chiffres pertinents et atteignables et dénoncer ces faux-semblants

Notes Arnaud

Ce point a été identifié comme un échec de la politique conduite durant la précédente mandature. Les transports et la mobilité ont été identifiés comme levier à activer en développant les transports en commun et en investissant sur les infrastructures cyclables.

3. En ville, les espaces de nature (espaces verts, jardins publics, jardins collectifs, exploitations agricoles) représentent des îlots de fraîcheur qui participent au bien-être et à la santé physique et mentale des habitant·es. Le Plan d'Aménagement et de Développement durable du PLUi-H de Toulouse Métropole, entré en vigueur fin janvier 2026, souhaite faciliter l'accès de toutes et tous à ces espaces de nature.

Question : Comment comptez-vous favoriser l'accès de toutes et tous à des espaces de natures en ville ?

• Réponse candidat.e 2 Vivre mieux – Briançon

Combat du foncier. La politique de Moudenc : vente du patrimoine foncier de la ville

Il faudra garder la maîtrise foncière

Sobriété foncière non respectée par Moudenc

Objectifs : au moins 3 arbres vus de sa fenêtre et 30 m² de canopée et des d'espace vert dans son quartier

Débitumer les espaces et planter en pleine terre.

Ville trop artificialisée, chaleur excessive. Politique publique de végétalisation

Tlse n'est pas prête au changement climatique.

Les canaux ne sont pas utilisés.

Critique de Moudenc : les arbres coupés dans l'espace privé ne sont pas comptabilisés.

Végétaliser les contre-allées des boulevards et dans tous les quartiers

Arrêter la jonction est et parc est toulousain.

Jardiniteques et personnels municipaux des espaces verts pour faire de l'éducation auprès des habitants

Centre de la biosphère et de l'Éducation

Notes Arnaud

Plusieurs éléments de réponse ont été présentés :

- Réguler le foncier en mettant fin à la stratégie de vente du patrimoine foncier.
- Débitumer les espaces publics, avec l'objectif de 300 000 m² débitumés dans les cours d'écoles et les parkings.

- Construire des politiques publiques en utilisant les espaces végétalisés existant et les canaux de Toulouse.
- « L'Étoile verte », projet urbain à l'horizon 2050 ayant pour ambition de végétaliser la couronne des boulevards et les pénétrantes de Toulouse, en les dotant d'espaces cyclables bidirectionnels.
- Développer des jardinothèques pour outiller et former les habitant·es.
- Projet Terra Forma, Centre de la Biosphère.

4. D'après le CNES, la population de la métropole toulousaine augmente de 20 000 personnes par an. Cela pose la question de l'accueil et du logement de ces populations, difficilement conciliables avec la préservation des espaces naturels et agricoles.

Question : Comment conciliez-vous la préservation des espaces naturels et agricoles avec les besoins en logements auxquels Toulouse et sa métropole sont confrontés ?

● **Réponse candidat.e 2 Vivre mieux – Briançon**

La clé C'est la densité liée aux infrastructures de métro.

Autour des nouvelles stations métro, il faudra densifier, mais de façon concertée et démocratique.

Nouveaux habitants = densification. Tous les espaces verts sont à défendre.

TLSE est

Développer le concept Bimby (build in my backyard), en construisant sur les espaces privés

Plan local urbain et déplacements pensés ensemble

Sortir de l'autosolisme

Le transport en commun pourra permettre de densifier, mais avec commerces et vie dans les faubourgs, pas de quartiers dortoirs.

Notes Arnaud

Il a été proposé de penser le Plan Local d'Urbanisme et le Plan des Déplacements en cohérence. L'objectif est de penser la densité de logement en la liant aux infrastructures de transports (métro), pour notamment éviter l'utilisation de la voiture.

Tous les espaces verts vont être à défendre au regard des prévisions climatiques. Dès lors pour pouvoir répondre aux besoins en logement, il a été évoqué de :

- Construire en hauteur comme ce qui a été fait au niveau de la Cartoucherie.
- Faire appel à de la parcelle privée, selon le concept urbanistique Bimby « Build in my backyard » visant la densification des espaces résidentiels pavillonnaires.

5 Climmediag commune donne pour Toulouse une augmentation de 30 nuits chaudes en moyenne en 2050 (aujourd'hui il y a environ 13 nuits chaudes par an)

Question : Outre créer des espaces de nature, quelles actions concrètes allez vous mettre en oeuvre pour ramener de la fraîcheur en ville et réduire la différence de température entre le centre-ville et la périphérie à moins de 3°C ?

● **Réponse candidat.e 2 Vivre mieux – Briançon**

Le Défis de Toulouse. Une des villes en France qui va souffrir le plus

Climatisation non ! Mutualiser les espaces de fraîcheur : musées, bibliothèques, espaces refuges contre la chaleur.

Ramener l'eau et débitumiser. Canopée plus basse

Eau, un enjeu colossal

Renouvelle les essences d'arbres

2 temporalités pour faire face aux canicules : protéger les plus vulnérables, c'est une politique santé publique. Les SDF les plus âgés devront trouver refuge dans des lieux climatisés

Comment on construit demain et comment on renouvelle pour faire face à ces défis. Repense l'urbanisme

Notes Arnaud

Les îlots de chaleur ont été présentés comme le défi de Toulouse pour les années à venir. Pour cela, il faudra s'appuyer sur la climatisation en mutualisant les espaces de fraîcheur. Pour cela, accroître les plages horaires d'ouverture des bibliothèques, des musées apparaît comme un levier pour offrir des espaces refuges aux habitant·es.

Concernant l'eau, des fontaines et la végétalisation des espaces permettraient de lutter contre la chaleur en ville.

L'enjeu de la protection des personnes fragiles (personnes âgées, sans domicile fixe) a été souligné. De même que la rénovation des bâtiments.

3. Réponses candidat.es NPA Révolutionnaire

(Laura Milan et Guillaume Scale)

1. Comme écrit dans le diagnostic du PCAET, sur le territoire de Toulouse Métropole, le potentiel de réduction d'énergie le plus important se trouve dans le secteur résidentiel. Une rénovation Facteur 4 de tout le parc permettrait d'économiser environ 2 700 000 MWh.

Question : Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments, qu'ils soient publics, en copropriété ou individuels ?

2. Réponse candidat.es 3 NPA Révolutionnaire

Présentent leur liste : nous sommes des travailleurs avec ou sans emploi et les retraités qui faisons tourner la société, on doit reprendre le pouvoir de décision.

Ce qui se passe à la Reynerie : au lieu de faire une rénovation énergétique, le choix de la mairie, c'est détruire pour construire plus cher.

Il faut respecter la volonté des habitants.

La logique : on attire les plus riches et on envoie les plus pauvres en dehors des villes.

Notes Arnaud

La rénovation du parc a été pointée. A ce titre, les représentant·es de la liste NPA-R ont pris l'exemple du quartier de la Reynerie, qui a vu des logements être détruits puis reconstruits à l'encontre de l'ambition portée par une partie des habitant·es du quartier.

Ils souhaitent que les travailleurs avec ou sans emploi, qui « font tourner cette société », soient davantage pris en considération dans les projets d'urbanisme.

2. 46% de la consommation énergétique du bâtiment (tertiaire et résidentiel) correspond à des énergies fossiles. (source diagnostic PCAET)

Question : Comment Toulouse et Toulouse Métropole s'engagent à accompagner les habitants pour aller vers une réduction de leur consommation d'énergie carbonée dans tous leurs usages ?

3. Réponse candidat.es 3 NPA Révolutionnaire

C'est la continuité de la question 1, ça nous renvoie sur l'obsolescence programmée de tous et ce n'est pas conçu pour un usage digne et durable.

Sortir du modèle productiviste

Quand on produit, et les travailleurs, ils en pensent quoi de ce qu'ils produisent !

Projets d'agrovoltaïsme, ce n'est pas une solution ! le solaire pas dans les champs mais sur les toits des bâtiments

énergie carbonée : à Toulouse, on produit des avions.

Le candidat travaille sur les chaînes d'Airbus. Les travailleurs ne décident pas de ce qu'on produit. Il faut produire des objets et infrastructures décarbonés

Notes Arnaud

Les logements tels qu'ils sont conçus et équipés ont une durée de vie définie, en accord avec la logique de profit de la société capitaliste. Ils ne sont pas conçus pour l'usage digne et durable des habitant·es.

Il est important de sortir du modèle productiviste, en remettant l'humain au cœur des décisions, et éviter que « le pognon ne gouverne tout ».

Concernant les énergies carbonées, il a été souligné que Toulouse reste la capitale de l'aéronautique... Si « le problème est global », des actions (ateliers, réunions locales) en lien avec la population sont à mener pour s'organiser collectivement et décider.

3. En ville, les espaces de nature (espaces verts, jardins publics, jardins collectifs, exploitations agricoles) représentent des îlots de fraîcheur qui participent au bien-être et à la santé physique et mentale des habitant-es. Le Plan d'Aménagement et de Développement durable du PLUi-H de Toulouse Métropole, entré en vigueur fin janvier 2026, souhaite faciliter l'accès de toutes et tous à ces espaces de nature.

Question : Comment comptez-vous favoriser l'accès de toutes et tous à des espaces de natures en ville ?

4. Réponse candidat.es 3 NPA Révolutionnaire

Donner la parole aux habitants pour savoir ce qu'ils en pensent. Comités de quartiers aptes à décider pour leur quartier

Rejoins notre projet de société : on doit décider à toutes les échelles.

Discrimination de notre société : accès au logement

Tout le monde n'a pas accès à un jardin propre.

Augmenter nos salaires on aura de meilleurs logements

Jardins ouvriers, par ce biais on peut créer du collectif

Notes Arnaud

En donnant la parole aux habitant-es, par l'intermédiaire de comités de quartiers, aptes à décider par eux-mêmes pour co-construire la ville dans lesquels iels veulent vivre.

Du point de vue d'espaces de natures privés, l'inégalité d'accès à des espaces de nature est révélateur des discriminations qui existent dans la société. Tout le monde ne peut pas avoir accès à un jardin et à son propre jardin. Cela pourrait passer par l'augmentation des salaires pour avoir accès à un meilleur logement.

Du point de vue des espaces de nature public, les jardins collectifs, à l'image des jardins ouvriers sont à développer, pour créer du lien social.

4. D'après le CNES, la population de la métropole toulousaine augmente de 20 000 personnes par an. Cela pose la question de l'accueil et du logement de ces populations, difficilement conciliables avec la préservation des espaces naturels et agricoles.

Question : Comment concilierez-vous la préservation des espaces naturels et agricoles avec les besoins en logements auxquels Toulouse et sa métropole sont confrontés ?

5. Réponse candidat.es 3 NPA Révolutionnaire

Ça rejoint la discussion sur l'eau. Le rapport à la nature imposé par le capitalisme

Conflit d'usage entre la construction de nouveaux logements

Comment on trouve des solutions pour construire la ville de demain

On n'a pas voix au chapitre... urbanisme... au profit de qui ?

Définir d'autres priorités

Notes Arnaud

Le rapport à la nature que l'on entretient est imposé par le capitalisme.

Comment concevoir l'habitat pour construire la ville de demain selon un rapport moins dichotomique entre le béton et la nature ? Les candidat·es déplorent de ne pas avoir voix au chapitre en matière d'urbanisme.

Il a été évoqué que construire des logements toujours plus en hauteur ne doit se faire que dans la mesure où les logements proposés restent dignes.

5 Climadiag commune donne pour Toulouse une augmentation de 30 nuits chaudes en moyenne en 2050 (aujourd'hui il y a environ 13 nuits chaudes par an)

Question : Outre créer des espaces de nature, quelles actions concrètes allez vous mettre en oeuvre pour ramener de la fraîcheur en ville et réduire la différence de température entre le centre-ville et la périphérie à moins de 3°C ?

6. Réponse candidat.es 3 NPA Révolutionnaire

Désimperméabiliser sinon on crée des îlots de chaleur.

Mettre des arbres en ville... À Toulouse, la mairie a abattu des arbres.

Consulter les habitants et on trouvera les moyens de le faire.

Aller chercher l'argent là où il est

Les collectifs de citoyens : la démocratie des travailleurs pourra prendre cette forme

Notes Arnaud

Plusieurs propositions évoquées :

- Repenser les logements
- Désimperméabiliser
- Arrêter d'abattre des arbres
- Consulter les habitant·es
- Végétaliser la ville, en plantant des arbres notamment

Dans tous les cas, « si c'est coûteux ou pas, on s'en fout, il faut aller chercher l'argent où il est ».

4. Réponses candidats Protégeons l'avenir avec Jean Luc Moudenc

(Maxime Boyer et Clément Riquet)

1. Comme écrit dans le diagnostic du PCAET, sur le territoire de Toulouse Métropole, le potentiel de réduction d'énergie le plus important se trouve dans le secteur résidentiel. Une rénovation Facteur 4 de tout le parc permettrait d'économiser environ 2 700 000 MWh.

Question : Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments, qu'ils soient publics, en copropriété ou individuels ?

- **Réponse candidats 4 Protégeons l'avenir avec Jean Luc Moudenc**

Poursuivre le travail commencé, le plan climat air énergie

Maison de l'énergie qui accompagne le copro : celles plus anciennes avec une typologie avec des aides et un guichet unique

Rénovation des bâtiments municipaux. Les nouveaux construits respectent les normes très bien isolés.

Notes Arnaud

En poursuivant le travail fait jusqu'à maintenant. La Maison de l'énergie, ouverte en 2022, qui informe, conseille et accompagne des particuliers ayant des projets de rénovation, qu'ils soient propriétaires, locataires ou syndicats de copropriétaires.

Concernant les bâtiments municipaux, tous les nouveaux respectent les normes et sont très bien isolés.

2. 46% de la consommation énergétique du bâtiment (tertiaire et résidentiel) correspond à des énergies fossiles. (source diagnostic PCAET)

Question : Comment Toulouse et Toulouse Métropole s'engagent à accompagner les habitants pour aller vers une réduction de leur consommation d'énergie carbonée dans tous leurs usages ?

- **Réponse candidats 4 Protégeons l'avenir avec Jean Luc Moudenc**

On a une échelle de la ville multipliée par 3 en énergies renouvelables

Sur les nouveaux bâtiments municipaux, panneaux photovoltaïques

Notes Arnaud

Plusieurs propositions ont été faites :

- Installation de panneaux photovoltaïque sur les bâtiments municipaux
- Expérimentation de nouveaux procédés (hydrogène, méthanisation) pour compléter les réseaux de chaleur pour chauffer le parc immobilier.
- Rénovation de certains bâtiments

3. En ville, les espaces de nature (espaces verts, jardins publics, jardins collectifs, exploitations agricoles) représentent des îlots de fraîcheur qui participent au bien-être et à la santé physique et mentale des habitants. Le Plan d'Aménagement et de Développement durable du PLUi-H de Toulouse Métropole, entré en vigueur fin janvier 2026, souhaite faciliter l'accès de toutes et tous à ces espaces de nature.

Question : Comment comptez-vous favoriser l'accès de toutes et tous à des espaces de nature en ville ?

- **Réponse candidats 4 Protégeons l'avenir avec Jean Luc Moudenc**

Travail engagé largement : plantation d'arbres

Ça réduit le stress de voir un arbre par sa fenêtre.

Ne pas perdre de vie la convivialité apportée par les espaces verts

32 jardins partagés

Avoir une alimentation de qualité mais aussi un espace de convivialité et de discussion et de lien social, on doit poursuivre.

Création de grands parcs Cartoucherie et Saint-Martin-du-Touch

Réseau d'espaces verts et aussi de proximités

Maillage d'espaces verts à moins de 5 min de chez soi

Ex : Espace Saint-Anne (préfecture) et Chapelle-à-la-Grave, petits jardins créés

Notes Arnaud

Poursuite du travail engagé :

- Plantation d'arbres
- Création d'espaces verts pour la vie de quartier
- Volonté de poursuivre la création de jardins partagés (15 jardins partagés créés au cours de la précédente mandature, 32 jardins partagés en tout)
- Création de grands parcs comme ceux de St Martin du Touch, Cartoucherie intégré à un réseau d'espaces verts

4. D'après le CNES, la population de la métropole toulousaine augmente de 20 000 personnes par an. Cela pose la question de l'accueil et du logement de ces populations, difficilement conciliables avec la préservation des espaces naturels et agricoles.

Question : Comment conciliez-vous la préservation des espaces naturels et agricoles avec les besoins en logements auxquels Toulouse et sa métropole sont confrontés ?

- **Réponse candidats 4 Protégeons l'avenir avec Jean Luc Moudenc**

Plan local d'urbanisme préserve les espaces forestiers à l'échelle métropolitaine.

Il y a des créations d'emploi et des enfants qui naissent : grands parcs, plantation d'arbres, plan 100 000 arbres

Dans les cours d'école, des arbres et c'est bon pour tous les âges.

Logements dans les nouveaux quartiers, espaces de pleine terre, l'eau s'infiltre dans le sol.

Équilibre pas facile entre construction de logements : on doit construire pour avoir des logements pas chers. Action méthodique

Notes Arnaud

Le nouveau PLU intercommunal qui a été voté préserve les espaces agricoles, naturels.

La préservation des espaces naturels est nécessaire pour concilier logement et qualité de vie. Cela passe par la végétalisation des espaces (parcs, cour d'écoles) et la poursuite du plan 100 000 arbres.

Construire en hauteur a également été évoquer.

5 Climadiag commune donne pour Toulouse une augmentation de 30 nuits chaudes en moyenne en 2050 (aujourd'hui il y a environ 13 nuits chaudes par an)

Question : Outre créer des espaces de nature, quelles actions concrètes allez vous mettre en oeuvre pour ramener de la fraîcheur en ville et réduire la différence de température entre le centre-ville et la périphérie à moins de 3°C ?

- **Réponse candidats 4 Protégeons l'avenir avec Jean Luc Moudenc**

Plan Toulouse plus fraîche : désimpermalisation

Albedo : couleurs de la ville plus claires et plus perméables mais aussi sur le bâti

(albedo, est le pouvoir réfléchissant d'une surface, c'est-à-dire le rapport du flux d'énergie lumineuse réfléchi au flux d'énergie lumineuse incidente.)

Architectes des bâtiments de France : il faut le convaincre pour éclaircir la brique toulousaine.

Services horaires étendus pour les espaces verts

Circuits de fontaines

Une quarantaine de mesures. Grand projet de développement des grands parcs sur les fleuves et canaux

Transformer les grands parcs en réaménagent

Berges de la Garonne : on a travaillé avec Ostiole Cabinet d'architectes qui est aussi intervenu sur le projet à Bordeaux

Île du Ramier, son parc avec aire de jeux

Parvis de Brienne, plus de places aux piétons et aux végétaux.

Notes Arnaud

Plusieurs modalités ont été évoquées :

- Poursuite de la démarche « Cap Toulouse + fraîche 2050 », qui définit la stratégie d'adaptation de la ville de Toulouse face à la surchauffe urbaine
 - Désimperméabilisation des sols
 - Plantation d'arbres
 - Éclaircir la ville notamment les voiries et les façades tout en conservant la brique Toulousaine
 - Horaires étendus pour les espaces verts, certains bâtiments publics
 - Circuits avec bornes fontaines
- Réaménager la ville en développant les grands parcs (fleuve, canaux) pour tirer parties de ces espaces de fraîcheur

5. Réponses candidats Lutte ouvrière -LO

(Le Penven Olivier + Pierre Sertillange)

1. Comme écrit dans le diagnostic du PCAET, sur le territoire de Toulouse Métropole, le potentiel de réduction d'énergie le plus important se trouve dans le

secteur résidentiel. Une rénovation Facteur 4 de tout le parc permettrait d'économiser environ 2 700 000 MWh.

Question : Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments, qu'ils soient publics, en copropriété ou individuels ?

● **Réponse candidats 5 LO**

Se présent :ouvrier chez airbus dans une liste des ouvriers et JP instituteur retraités

Raison d'être politique

Les travailleurs créent de la valeur, ces profits devraient servir aux travailleurs

Réquisitionner les logements

Ceux qui fabriquent sont les moins bien servis pour mieux vivre.

Politique de la mairie dans le privé : reconstruction pour loger à des prix plus élevés.

Notes Arnaud

Les travailleurs créent de la valeur, ces profits, plutôt que d'être reversés au patronat, doivent être réorientés pour rénover les logements et en créer.

En matière de logement insalubres, la logique de démolition-reconstruction dans le but d'attirer des personnes plus riches a été déplorée.

2. 46% de la consommation énergétique du bâtiment (tertiaire et résidentiel) correspond à des énergies fossiles. (source diagnostic PCAET)

Question : Comment Toulouse et Toulouse Métropole s'engagent à accompagner les habitants pour aller vers une réduction de leur consommation d'énergie carbonée dans tous leurs usages ?

● **Réponse candidats 5 LO**

Ex de mon quartier (Borderouge) de maraîcher, maintenant c'est bétonné par des promoteurs.

Mon immeuble, c'est de la haute qualité énergétique, ça justifie un loyer plus cher, mais il a été construit à la va-vite pour faire du fric très vite.

On subit la loi du marché et du plus fort.

La qualité de vie en est réduite

Les habitants doivent s'organiser dans les quartiers pour faire pression.

Faire des actions avec les habitants

Notes Arnaud

L'exemple du quartier Borderouge, « massivement bétonné », a été pris pour dénoncer les logiques de construction rapide dans une logique de maximisation du profit, au détriment de la qualité de vie des habitants. Il a été déploré que la population n'a pas de contrôle sur ces décisions.

3. En ville, les espaces de nature (espaces verts, jardins publics, jardins collectifs, exploitations agricoles) représentent des îlots de fraîcheur qui

participent au bien-être et à la santé physique et mentale des habitant·es. Le Plan d'Aménagement et de Développement durable du PLUi-H de Toulouse Métropole, entré en vigueur fin janvier 2026, souhaite faciliter l'accès de toutes et tous à ces espaces de nature.

Question : Comment comptez-vous favoriser l'accès de toutes et tous à des espaces de natures en ville ?

- **Réponse candidats 5 LO**

EX : Parc de la Maourine. Ça pose le problème des temps de repos : quand on travaille de nuit, on y a pas accès.

Le pbl est politique.

Jardins partagés : on les retrouve peu dans les quartiers défavorisés.

Peut-être les plus précaires n'ont pas les moyens d'en avoir un. Ça résoudrait les pbl alimentaires. Ça devra être payé par ceux qui ont le pognon

Les travailleurs et les associations doivent décider.

Notes Arnaud

L'implantation de jardins partagés dans les quartiers pauvres a été avancée.

Les travailleurs et travailleuses ainsi que les associations devraient décider des projets urbains en matière de végétalisation.

4. D'après le CNES, la population de la métropole toulousaine augmente de 20 000 personnes par an. Cela pose la question de l'accueil et du logement de ces populations, difficilement conciliables avec la préservation des espaces naturels et agricoles.

Question : Comment concilierez-vous la préservation des espaces naturels et agricoles avec les besoins en logements auxquels Toulouse et sa métropole sont confrontés ?

2. Réponse candidats 5 LO

Développement des métropoles laissé entièrement aux privé. Cela pose la question des limites de l'action municipale. Si la décision ne plaît pas aux décideurs économiques ou à l'État, les préfets peuvent censurer.

Pour une vie harmonieuse, il faut qu'on la prenne en main.

La variété de type de des travailleurs : ont les connaissances pour orienter les décisions.

Décisionnel et exécutif dans une seule structure. Ex la Commune de Paris

Notes Arnaud

En freinant le développement des grandes métropoles.

Pour cela, le peuple doit prendre en charge lui-même ces décisions. Pour cela, il convient de donner des éléments de décision à la population pour qu'elle puisse être actrice de son avenir.

- 5 Climadiag commune donne pour Toulouse une augmentation de 30 nuits chaudes en moyenne en 2050 (aujourd'hui il y a environ 13 nuits chaudes par an)

Question : Outre créer des espaces de nature, quelles actions concrètes allez vous mettre en oeuvre pour ramener de la fraîcheur en ville et réduire la différence de température entre le centre-ville et la périphérie à moins de 3°C ?

- **Réponse candidats 5 LO**

C'est du bon sens, il y a une réalité. Technologiques. On a les moyens humains et technologiques et financier pour avoir de bonnes solutions, mais ça ne se fait pas car on a pas le pouvoir, ils ne sont pas d'accord pour le faire.

Ceux qui font du profit sont dangereux pour l'humanité.

Ces gens là ils sont dangereux et vont créer une guerre généralisée.

Nos conditions de travail vont se dégrader et en plus on va se faire trouser la peau !!

On a pas le pouvoir de décider.

Je ne suis pas spécialiste et j'irai voir des spécialistes.

Notes Arnaud

- Éclaircir la ville

- Végétaliser

Les moyens humains et financiers sont là, seulement « la maximisation du profit est en contradiction avec l'intérêt commun ».

6 Réponses candidat.es Nouvel Air

(Ségolène Hericher, Lambert Meilhac)

- 1 Comme écrit dans le diagnostic du PCAET, sur le territoire de Toulouse Métropole, le potentiel de réduction d'énergie le plus important se trouve dans le secteur résidentiel. Une rénovation Facteur 4 de tout le parc permettrait d'économiser environ 2 700 000 MWh.

Question : Quelles mesures souhaitez-vous mettre en place pour améliorer l'efficacité énergétique de tous les bâtiments, qu'ils soient publics, en copropriété ou individuels ?

- **Réponses candidat.es 6 Nouvel Air**

La seule liste citoyenne soutenue par le parti Equinoxe

Je cite Jancovici : l'Allemagne a investi dans la rénovation de l'habitat. Mais les gens chauffent plus, il y a eu un effet rebond.

Assos qui luttent contre la précarité : rénover, ça coûte plus cher que de construire.

Choses faciles à mettre en œuvre qui éviteraient de plus de se chauffer

Équilibre à trouver entre la rénovation du bâti et le comportement : éducation

Toulouse doit arrêter de grossir au profit des villes à 1 h de Toulouse.

Encourager la rénovation

Notes Arnaud

Il faut rénover les passoires et les bouilloires thermiques. Les règles de rénovation énergétique sont valables pour l'habitat neuf en béton, or à Toulouse, les bâtiments sont parfois anciens et faits de matériaux poreux, il faut proposer des alternatives qui permettent de rénover tout en préservant le patrimoine.

L'amélioration de l'efficacité énergétique doit passer par une sensibilisation et une éducation à la sobriété énergétique pour ne pas reproduire le cas de l'Allemagne. Par exemple, sans rénover, il existe des aménagements à mettre en place dans son intérieur pour gagner en confort.

- 2 46% de la consommation énergétique du bâtiment (tertiaire et résidentiel) correspond à des énergies fossiles. (source diagnostic PCAET)

Question : Comment Toulouse et Toulouse Métropole s'engagent à accompagner les habitants pour aller vers une réduction de leur consommation d'énergie carbonée dans tous leurs usages ?

- **Réponses candidat.es 6 Nouvel Air**

Je cite encore Jancovici. Consommation en France c'est du pétrole, le renouvelable c'est très peu. La mobilité, c'est fondamental.

Report de la voiture vers des modes de transports plus vertueux

Rendre les transports en commun gratuits, ça ne marche pas.

Pénétrante en sens unique, ça marche rapidement.

Remplacer les feux rouges par des céder le passage

Inciter à préférer autre chose que la voiture

Notes Arnaud

Il a été rappelé que 2/3 de l'énergie en France, c'est du pétrole. Pour moins dépendre de l'énergie et des nations étrangères qui fournissent le pétrole, l'enjeu est de repenser les transports et la mobilité en allant vers des choses plus vertueuses. Dans ce cadre, passer les pénétrantes à sens unique, pourrait permettre de récupérer la moitié de la voirie pour des bus ou des pistes cyclables.

- 3 En ville, les espaces de nature (espaces verts, jardins publics, jardins collectifs, exploitations agricoles) représentent des îlots de fraîcheur qui participent au bien-être et à la santé physique et mentale des habitant·es. Le Plan d'Aménagement et de Développement durable du PLUi-H de Toulouse Métropole, entré en vigueur fin janvier 2026, souhaite faciliter l'accès de toutes et tous à ces espaces de nature.

Question : Comment comptez-vous favoriser l'accès de toutes et tous à des espaces de nature en ville ?

- **Réponses candidat.es 6 Nouvel Air**

*Gros projets à l'hippodrome, très grosse surface trop peu utilisée
Espace accessible : espace vert et maraîchage et compostage avec des
assos d'éducation et sensibilisation, des jardins partagés. il faudra renégocier
et ça prendra plusieurs mandants.*

*Au bord du canal : plantation des citoyens avec des associations qui les
accompagnent.*

*Choses faciles et joyeuses à faire : les plus jolis 100 m du canal avec écoles
et assoc de quartier*

Travailler sur la Grande et petite échelle

*Pas de cheminement pour se balader à la campagne. Crée des
Cheminelements piétons*

Notes Arnaud

Nouvel air a présenté le projet de transformation de l'hippodrome, visant à
faire des 34 ha un espace hybride composé d'une zone de maraîchage, d'un
espace vert pour les toulousain-es, un espace compostage, et un lieu
d'accueil d'associations locales.

Il a été souligné que les espaces de nature doivent pouvoir s'épanouir
autrement qu'avec de l'herbe. Par exemple, tirer parti des canaux, et les
végétaliser en incluant les écoles et les comité de quartiers.

Enfin, favoriser les accès à la campagne, en partenariat avec les agriculteurs
pour créer des chemins accessibles à toutes et tous.

- 4 D'après le CNES, la population de la métropole toulousaine augmente de 20 000 personnes par an. Cela pose la question de l'accueil et du logement de ces populations, difficilement conciliables avec la préservation des espaces naturels et agricoles.

Question : Comment conciliez-vous la préservation des espaces naturels et agricoles avec les besoins en logements auxquels Toulouse et sa métropole sont confrontés ?

- **Réponses candidat.es 6 Nouvel Air**

*La ville doit arrêter de grossir. Reconversion, repeuplement, réindustrialisation
des villes de la région. Ex : Cahors, 50 000 habitants, c'est la taille idéale.*

Notes Arnaud

Limiter l'étalement de la métropole.

Repeupler les villes de la région.

- 5 Climadiag commune donne pour Toulouse une augmentation de 30 nuits chaudes en moyenne en 2050 (aujourd'hui il y a environ 13 nuits chaudes par an)

Question : Outre créer des espaces de nature, quelles actions concrètes allez vous mettre en oeuvre pour ramener de la fraîcheur en ville et réduire la différence de température entre le centre-ville et la périphérie à moins de 3°C ?

- **Réponses candidat.es 6 Nouvel Air**

Continuer de végétaliser sans couper de gros arbres et les remplacer avec des arbustes jeunes

Végétaliser les façades et les toits

Équilibre à trouver et dans le respect des bâtiments

Rénovation : les règles énergétiques ne sont pas pertinentes pour les bâtiments traditionnels. Pas d'accompagnement pour ce type de bâti.

Notes Arnaud

Plusieurs recommandations ont été présentées :

- Continuer à végétaliser, notamment les façades et les toits,
- Arrêter les abattages d'arbres

Table 6 Former, accompagner les citoyens, gouvernance

Table animée par CPIE Terres Toulousaines, Le collectif Chemin Faisant, PADEO et le groupe des Shifters Toulousains

Liste vivre mieux (F. Briançon)

Question 1 : Quelle place comptez-vous donner à l'éducation à l'environnement dans les documents structurant la politique éducative de la ville, tel que le Plan Éducatif De Territoire (PEDT)?

- Se baseront sur la roue de la démocratie développée par Archipel Citoyen
- Volonté et capacité de créer une culture du débat, de la coconstruction, de la gouvernance partagée
- Souhait de doter les agents et les élus de compétences sur l'intelligence collective de façon à faire levier.
- A grande échelle, la collectivité peut faire des choses, mais ce levier n'est pas suffisant si on n'a pas l'éducation qui permettra aux habitants de prendre des décisions difficiles.

C'est aussi l'enjeu de

- de la mise en place d'une académie citoyenne (lieu de formation)
- du soutien au tissu associatif : aujourd'hui il y a un fort % de baisse alors qu'il faut au contraire miser sur le tissu associatif pour polliniser, être la porte d'entrée.
- les Centres de Loisirs Associés à l'Ecole (CLAE) : ce sont des leviers importants, qui peuvent permettre de sensibiliser tous les enfants. Exemple sur le compost, alimentation
- École : mettre en avant l'école du dehors et ré-habituer les enfants à aller dehors, être en lien avec la nature
- Éducation : s'ils sont élus, ils mettront en place un "centre populaire de la biosphère". Ce sera un outil pédagogique et un lieu qui permettra de pousser la question environnementale.

Question 2 : Avez-vous prévu un plan de formation aux enjeux socio-environnementaux pour les élus (du conseil municipal et métropolitain) mais aussi pour les agents et techniciens afin de permettre de mieux comprendre et d'intégrer ces enjeux dans leurs actions et travail ?

La formation des élus et des agents sur l'atelier 2Tonnes a été portée par l'opposition (eux) et est une vraie réussite. L'idée est de continuer sur ces questions-là.

objectif : remettre les questions environnementales au bon niveau.

Donc, il faut replacer cette question au centre. Beaucoup d'agents sont sensibilisés, mais n'arrivent pas assez à pousser et il faut leur redonner plus de pouvoir.

Il faut que chaque décision se prenne à l'aune des enjeux environnementaux et sociaux. Quelqu'un qui pilote au regard des enjeux sociaux et environnementaux.

Mise en place d'un budget vert (pilotage du financement).

Question 3 : Comment comptez-vous associer les habitants à la définition des politiques publiques en matière de Transition Ecologique ; par exemple sur la place accordée dans la refonte du Plan Climat Air Énergie Territoriale (PCAET), au-delà obligations règlementaires)

Actuellement, il y a un manque de transparence sur les décisions politiques publiques.

Il y a des instances, mais les instances sont des fantoches.

Les concertations sont bafouées, c'est le cas du comité de suivi du PCAET. Cela crée de la défiance.

S'ils sont élus : volonté de faire démocratie collaborative. Ils feront des assises pour repenser la façon d'impliquer les habitants dans toutes les décisions.

Par exemple, assemblées citoyennes sur l'eau et sur l'air . NB : la Zone à Faible Emission (ZFE) est un fiasco.

Cela ne pourra se faire que si on associe les habitants.

Ce qui fonctionne bien : la co-réalisation avec les habitants. Ex : plantations faites par les écoles sur la Grande rue st Michel.

Idée à mettre en place : "ma rue zéro déchet" - un projet sur 2 ans qui favorise l'action et le lien social.

Budget participatif : c'est une arnaque : il n'y a pas d'argent véritablement fléché (récupération pour diminuer d'autres budgets)

Eux souhaitent passer du budget participatif à la "participation au budget". Cela passe par mettre en place:

- le "Droit à l'initiative citoyenne" : si idée reçoit soutien d'un certain nombre de plébiscites, alors mise en place sans que le conseil municipal puisse la remettre en cause.
- Une "commission permanente du climat" : faire siéger des habitants.
- Transformer maison Toulouse Service en "maison de commune", où les assos trouvent des salles, ouverte sur réalisation de quartier, etc.

Question 4 : La planification écologique et sa déclinaison locale issue de la COP Occitanie affichent un enjeu de mobilisation massive de ressources humaines vers les métiers de la transition écologique, notamment dans des secteurs déjà en tension (bâtiment, agriculture, etc.). Elle affiche l'ambition de "Renforcer l'attractivité des métiers de la transition écologique et en faire un levier d'insertion sociale". Quels leviers comptez-vous activer pour ce faire sur le territoire métropolitain?

Commencé à prendre des exemples

Plein de métiers sont prêts à faire différemment. La commande publique peut être un levier. En poussant ce levier (qui représente 2 milliards d'euros) peut permettre de faire bouger les lignes.

L'Economie Sociale et Solidaire (ESS) est aussi un véritable levier. Elle peut faciliter le lien entre les métiers et les habitants. L'ESS propose déjà des choses et démontre que ça marche (SCIC, coopératives, etc.) mais ce n'est pas assez valorisé. Il y avait des locaux pour pépinière d'entreprise, et la ville s'en débarrasse....

Toulouse dispose d'un vivier d'ingénieurs qui sont prêts à shifter. L'idée est de créer un 'pôle du Low Tech' et réorienter l'économie locale vers l'hydrogène et les mobilités décarbonées.

Question 5 : En 2025, la ville et la Métropole ont fait le choix de diminuer de 40% les subventions aux associations dans le cadre du PCAET. C'est un signal fort qui va à l'encontre des enjeux majeurs à relever, dont celui de former l'ensemble des citoyens. Comment souhaitez-vous coopérer avec le monde associatif ?

S'ils sont élus ils proposeront

- Avoir des Contrats pluriannuels pour qu'elles puissent se projeter
- Aujourd'hui les assos ne peuvent pas avoir de vision
- Revenir au niveau de subvention d'avant les coupes budgétaires (il y a 2 ans).
- Avoir une politique volontariste auprès des associations qui font vivre le lien social et la démocratie. Il pourrait y avoir une mutualisation de moyens (mise à disposition des compétences des agents auprès des associations).

Lutte Ouvrière

Question 1 : Quelle place comptez-vous donner à l'éducation à l'environnement dans les documents structurant la politique éducative de la ville, tel que le Plan Éducatif De Territoire (PEDT)?

Ils essayent d'être les yeux des travailleurs-es et essaient de dénoncer ce qui ne va pas dans le bon sens en étant dans l'opposition. Ne font pas une campagne locale. Veulent dénoncer une situation des travailleurs-es et qui va amener à une guerre généralisée.

Distance entre grand mot, tels que liberté, égalité, fraternité et la réalité
Toutes les bonnes intentions s'arrêtent face au mur de l'argent.

Raison d'être politique : s'adresser aux collègues, aux voisins pour dire que les projets ne pourront se réaliser que si on impose un changement d'orientation à la société, une forte mobilisation.

Ils veulent revoir la loi du marché, la loi du plus fort.

Question 2 · Avez-vous prévu un plan de formation aux enjeux socio-environnementaux pour les élus (du conseil municipal et métropolitain) mais aussi pour les agents et techniciens afin de permettre de mieux comprendre et d'intégrer ces enjeux dans leurs actions et travail ?

Essaye de remonter à la cause première

Exemple de Tm qui gère les budgets publics . Les agents sont qualifiés, mais n'ont accès qu'à une partie du problème, ont peu de marge de manœuvre.

Si les marchés sont attribués à des grands groupes, c'est parce qu'ils sont puissants et les agents n'ont pas de pouvoir là-dessus. Pose la question de qui a le pouvoir.

Question 3 : Comment comptez-vous associer les habitants à la définition des politiques publiques en matière de Transition Ecologique ; par exemple sur la place accordée dans la refonte du Plan Climat Air Énergie Territoriale (PCAET), au-delà obligations réglementaires)

Ils veulent associer la population. Pour une société où les travailleurs décideraient de tout, partout. Assemblées dans les quartiers, les entreprises qui soient le législatif et l'exécutif.

Aujourd'hui beaucoup d'enjeux sont planétaires, et beaucoup de progrès technologiques. Tout cela pourrait être mis au service de tous, au lieu d'être au profit des plus riches.

Le moteur de la sobriété doit être les besoins essentiels. Ils militent pour une mobilisation générale et un éveil des consciences.

question 4 La planification écologique et sa déclinaison locale issue de la COP Occitanie affichent un enjeu de mobilisation massive de ressources humaines vers

les métiers de la transition écologique, notamment dans des secteurs déjà en tension (bâtiment, agriculture, etc.). Elle affiche l'ambition de "Renforcer l'attractivité des métiers de la transition écologique et en faire un levier d'insertion sociale". Quels leviers comptez-vous activer pour ce faire sur le territoire métropolitain?

Exemple de l'avion vert : il est abandonné, ces budgets ont été alloués à l'armement.
Chaque travailleur est conscient de ce qui se passe au niveau du réchauffement climatique.
Mais les travailleurs subissent.
C'est sur le terrain qu'il faudra imposer des choses.

Comment on reprend le pouvoir ?

Deux classes : ceux qui possèdent les moyens de production et ceux qui travaillent, dont les intérêts ne sont pas conciliables.

L'intérêt de la minorité prévaut aujourd'hui: il faut arrêter de les défendre.

Chaque fois qu'il y a des mobilisations importantes, il y a des avancées.

Il faut aujourd'hui une mobilisation importante en nombre, avec des objectifs politiques et programmatiques.

Ce sont les travailleurs du monde entier, unis, conscients qui pourront changer tout cela.

Les élections sont une occasion de changer tout ça.

Il y a autre chose que cette réalité morbide.

question 5

En 2025, la ville et la Métropole ont fait le choix de diminuer de 40% les subventions aux associations dans le cadre du PCAET. C'est un signal fort qui va à l'encontre des enjeux majeurs à relever, dont celui de former l'ensemble des citoyens. Comment souhaitez-vous coopérer avec le monde associatif ?

Liste NOUVEL AIR

Question 1 : Quelle place comptez-vous donner à l'éducation à l'environnement dans les documents structurant la politique éducative de la ville, tel que le Plan Éducatif De Territoire (PEDT)?

- actions auprès des enfants avec la mairie (formation des animateurs pour temps d'action dans le temps périscolaire mercredi am cuisine, bricolage)
- transformation hipodrome en zone de maraichage
- actions vers adultes et citoyens (sensibilisation pour ecogestes)
- Référence à la Convention citoyenne pour le climat /important

Question 2 · Avez-vous prévu un plan de formation aux enjeux socio-environnementaux pour les élus (du conseil municipal et métropolitain) mais aussi pour les agents et techniciens afin de permettre de mieux comprendre et d'intégrer ces enjeux dans leurs actions et travail ?

- Face à l' incompétence des élus sur ces sujets, constat que les élus doivent progresser
- Oui prévu mais pas de détails à partager encore

Question 3 : Comment comptez-vous associer les habitants à la définition des politiques publiques en matière de Transition Ecologique ; par exemple sur la place accordée dans la refonte du Plan Climat Air Énergie Territoriale (PCAET), au-delà obligations réglementaires)

- Dans chaque quartier contraintes et enjeux différents ; mairie de quartier travaille avec les comités de quartier pour émettre des propositions, budget participatif autonome de la politique de la ville
- Y compris pour lutter contre climat (ilot de fraîcheur, rendre une rue piétonne pour diminuer pollution de l'air)
- Répartition 30 hectares de l'hippodrome en jardins partagés
- Se reposer sur les structures locales (exemple « des idées pour mon quartier » comment le diffuser dans tous les quartiers ; foisonnement d'idées qui servent politique déjà existante)

question 4 La planification écologique et sa déclinaison locale issue de la COP Occitanie affichent un enjeu de mobilisation massive de ressources humaines vers les métiers de la transition écologique, notamment dans des secteurs déjà en tension (bâtiment, agriculture, etc.). Elle affiche l'ambition de "Renforcer l'attractivité des métiers de la transition écologique et en faire un levier d'insertion sociale". Quels leviers comptez-vous activer pour ce faire sur le territoire métropolitain?

- Reference aux Ateliers d'Icare : poly activités, moyen intéressant pour attirer les cadres en perte de sens
- Côté insertion pas mal de structure BO, Cityz , etc liées à l'ESS
- Métiers de Facilitateur entre les différents parties prenantes à développer
- Création d'une filière de réno bâtiment locale /création de formation
- l'université citée aussi (formation de pointes, /garder les talents formés dans le territoire + développer des territoires)

question 5

En 2025, la ville et la Métropole ont fait le choix de diminuer de 40% les subventions aux associations dans le cadre du PCAET. C'est un signal fort qui va

à l'encontre des enjeux majeurs à relever, dont celui de former l'ensemble des citoyens. Comment souhaitez-vous coopérer avec le monde associatif ?

- Politique sobre dans la mobilité pour favoriser les structures ESS , culture etc...
- Déplore la diminution
- Réévaluer le soutien financier aux asso ET valoriser les coopératives qui soutiennent

LISTE Demain Toulouse (F Piquemal)

Question 1 : Quelle place comptez-vous donner à l'éducation à l'environnement dans les documents structurant la politique éducative de la ville, tel que le Plan Éducatif De Territoire (PEDT)?

- particulièrement sur temps clae /temps éducatif et expérimental pour les enfants / temps de réflexion collective et intelligence collective
- aménagement de leur environnement (notamment perturbateurs endocriniens) / aménagement plan ecole
- Formation aux associations qui gèrent les claes

Question 2 · Avez-vous prévu un plan de formation aux enjeux socio-environnementaux pour les élus (du conseil municipal et métropolitain) mais aussi pour les agents et techniciens afin de permettre de mieux comprendre et d'intégrer ces enjeux dans leurs actions et travail ?

5. Oui la formation est un point majeur ; respect de la règle verte
6. Prévu pour tous les élus
7. Commande publique pour accorder les marchés

Question 3 : Comment comptez-vous associer les habitants à la définition des politiques publiques en matière de Transition Ecologique ; par exemple sur la place accordée dans la refonte du Plan Climat Air Énergie Territoriale (PCAET), au-delà obligations

- Transparence du PCAET en faisant participer les citoyens
- Audit PCAET par les citoyens pour donner leur expertise
- Coopérative de quartier à mettre place pour chacun des 60 quartiers (lieux auto-gérés/facilitateur.ices pour lieu de débat et lieu d'Edu populaire,
- Lancement d'une convention citoyenne des mobilités (ce thème concerne grand budget / et de nombreuses personnes)

question 4 La planification écologique et sa déclinaison locale issue de la COP Occitanie affichent un enjeu de mobilisation massive de ressources humaines vers les métiers de la transition écologique, notamment dans des secteurs déjà en tension (bâtiment, agriculture, etc.). Elle affiche l'ambition de "Renforcer l'attractivité des métiers de la transition écologique et en faire un levier d'insertion sociale". Quels leviers comptez-vous activer pour ce faire sur le territoire métropolitain?

- Soutenir l'installation paysanne / restauration collective produits de moins de 150 kms (ceinture nourricière) Revenu pérenne
- Gros objectif 2040 / exemples / souveraineté alim + depollution de la Garonne
- Souvent les mêmes personnes viennent au comité de quartier / cantine de quartier pour retisser du lien Cantine de Yamina aux Izard
- Implantation du vivier des restaurants
- Ressourceries de quartier /réemploi et seconde main
- Lieux de sociabilité/créer des vocations / sécurité sociale de l'alimentation
- Trouver des stages et alternance dans l'ESS dans chaque quartier

question 5

En 2025, la ville et la Métropole ont fait le choix de diminuer de 40% les subventions aux associations dans le cadre du PCAET. C'est un signal fort qui va à l'encontre des enjeux majeurs à relever, dont celui de former l'ensemble des citoyens. Comment souhaitez-vous coopérer avec le monde associatif ?

- Finir avec l'austérité budgétaire des assos A stopper
- Projets coopératives de quartier/ lieu du pouvoir citoyens
- Mairie plus à l'écoute des assos (audition à garantir)

LISTE Protégeons l'Avenir (Moudenc)

Question 1 : Quelle place comptez-vous donner à l'éducation à l'environnement dans les documents structurant la politique éducative de la ville, tel que le Plan Éducatif De Territoire (PEDT)?

- Un certains nombres d'actions avec les clae en cours
- Sensibiliser les enfants
- Sensibilisation par rapport agriculture saine
- Quand cours d'école Oasis : semi dans serre municipale des écoliers

Question 2 · Avez-vous prévu un plan de formation aux enjeux socio-environnementaux pour les élus (du conseil municipal et métropolitain) mais aussi pour les agents et techniciens afin de permettre de mieux comprendre et d'intégrer ces enjeux dans leurs actions et travail ?

- Actions faites pour les élus : des élus ont été formés avec l'atelier 2T
- Puis déploiement vers les habitants (animation atelier 2T) dans certaines médiathèques
- Pas d'engagement précis sur ce point

Question 3 : Comment comptez-vous associer les habitants à la définition des politiques publiques en matière de Transition Ecologique ; par exemple sur la place accordée dans la refonte du Plan Climat Air Énergie Territoriale (PCAET), au-delà obligations

- « Les idées pour mon quartier » : touche différents sujets
- Budget participatif (ça a bien marché sur le plan national)
- Cartographie des actions où des quartiers sont non représentés (inciter à être présent)

question 4 La planification écologique et sa déclinaison locale issue de la COP Occitanie affichent un enjeu de mobilisation massive de ressources humaines vers les métiers de la transition écologique, notamment dans des secteurs déjà en tension (bâtiment, agriculture, etc.). Elle affiche l'ambition de "Renforcer l'attractivité des métiers de la transition écologique et en faire un levier d'insertion sociale". Quels leviers comptez-vous activer pour ce faire sur le territoire métropolitain?

- Il existe des forum d'emplois organisés
- Dans le domaine des espaces verts : maison de citoyenneté de Reynerie
- Intervenant pas spécialiste du sujet, donc pas développé

question 5

En 2025, la ville et la Métropole ont fait le choix de diminuer de 40% les subventions aux associations dans le cadre du PCAET. C'est un signal fort qui va à l'encontre des enjeux majeurs à relever, dont celui de former l'ensemble des citoyens. Comment souhaitez-vous coopérer avec le monde associatif ?

- Intervenant très étonné de ce chiffre / il pensait que la baisse était de 10 % mais contexte pas facile car c'est l'Etat qui décide de réduire dotation aux collectivités
- Il a donné l'exemple de Nature en Occitanie et Arbre et Paysages d'Autan pour qui les subventions ont été quasi maintenues
- Mais non spécialiste du sujet

Liste NPA Révolutionnaire

Question 1 : Quelle place comptez-vous donner à l'éducation à l'environnement dans les documents structurant la politique éducative de la ville, tel que le Plan Éducatif De Territoire (PEDT)?

- Convaincu que l'éducation peut se faire de différentes manières /renforcement des moyens de l'éducation nationale
- Intégration dans programmes scolaires
- Contre Coupe budgétaire forte des assos
- Mettre de l'argent dans l'éducatif

Question 2 · Avez-vous prévu un plan de formation aux enjeux socio-environnementaux pour les élus (du conseil municipal et métropolitain) mais aussi pour les agents et techniciens afin de permettre de mieux comprendre et d'intégrer ces enjeux dans leurs actions et travail ?

- Accélération de la société productiviste / Combattre avec des formations pour prendre conscience des enjeux et savoir parler aux travailleurs
- Pas d'engagement précis sur ce point

Question 3 : Comment comptez-vous associer les habitants à la définition des politiques publiques en matière de Transition Ecologique ; par exemple sur la place accordée dans la refonte du Plan Climat Air Énergie Territoriale (PCAET), au-delà obligations

- Se faire confiance à nous même / pas besoin des élus
- Associer les habitants
Point d'attention : ensemble les habitants sont des travailleurs qui peuvent être aussi des politiques ; les habitants représentent une intelligence collective)

Question 4 La planification écologique et sa déclinaison locale issue de la COP Occitanie affichent un enjeu de mobilisation massive de ressources humaines vers les métiers de la transition écologique, notamment dans des secteurs déjà en tension (bâtiment, agriculture, etc.). Elle affiche l'ambition de "Renforcer l'attractivité des

métiers de la transition écologique et en faire un levier d'insertion sociale". Quels leviers comptez-vous activer pour ce faire sur le territoire

- Tout initiative locale est bonne à prendre, l'important c'est faire du lien entre les savoirs-faire qui existent
- Garder l'idée d'une société plus digne/juste et se poser la question de : Qui a le pouvoir de proposer des emplois ? Il faut reprendre le pouvoir sur cette question
- Important : l'insertion des jeunes pour les métiers de demain

Question 5

En 2025, la ville et la Métropole ont fait le choix de diminuer de 40% les subventions aux associations dans le cadre du PCAET. C'est un signal fort qui va à l'encontre des enjeux majeurs à relever, dont celui de former l'ensemble des citoyens. Comment souhaitez-vous coopérer avec le monde associatif ?

- Nécessité absolu du tissu associatif
- Se poser la question du contexte et pourquoi cette baisse et selon quels choix politiques !
- Combat du quotidien : se battre contre le budget d'austérité et la coupe les budgets sensibles
- Garder en tête que les patrons ne sont pas nos bienfaiteurs

